

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2322 - 1er février 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Face aux
attaques
patronales**

**Riposter
tous
ensemble**



L'intervention au Mali

p. 8

Hors d'Afrique

les troupes françaises !



SOMMAIRE

Leur société

- p.4 ■ Rapport de la Cour des comptes : un tremplin pour une campagne antichômeurs
- L'exemple de Continental : les profits d'aujourd'hui sont les licenciements de demain
- Carburants : la baisse des prix n'aura pas survécu à l'année
- p.5 ■ Goodyear, Sanofi, PSA, Virgin dans la rue
- Accord sur la compétitivité : les directions syndicales dédouanent le gouvernement
- Plastic-Omnium - Saint-Désirat (Ardèche) : des méthodes de gangster
- p.6 ■ L'avenir des retraites : plus tard, plus maigre, plus cher
- Procès de l'amiante : nouvelles manœuvres pour enterrer l'affaire
- Fil rouge
- p.7 ■ Fonction publique : grève le 31 janvier pour l'emploi et les salaires
- Nathalie Arthaud en Guadeloupe et en Martinique à la rencontre des travailleurs
- Une semaine dans *Le Monde*, Hollande chez vous pour 1,80 euros seulement

Dans le monde

- p.11 ■ Belgique - ArcelorMittal : Des profits, des subventions, très peu d'impôt : ça ne leur suffit pas !
- Une taxe "Tobin" européenne : de la poudre aux yeux
- p.16 ■ Égypte : face à la révolte qui se poursuit, Morsi décrète l'état d'urgence
- Grande-Bretagne : Cameron et l'Europe, un pétard politique
- p.8 - 9 ■ L'intervention française au Mali

Dans les entreprises

- p.12 ■ Groupe Renault : de plus en plus en lutte contre l'accord de compétitivité
- Renault - Cléon
- Renault-Sovab - Batilly
- p.13 ■ PSA - Aulnay
- Renault - Flins
- Renault - Le Mans
- p.14 ■ Potain - Moulins
- Famar - Orléans
- La Redoute-Martinoire - Watrelos
- Capitalisme vert
- p.15 ■ Lu - Cestas
- SNCF - RER - Ligne D
- La Poste - Montpellier

Il y a 150 ans

- p.10 ■ 1^{er} janvier 1863
Lincoln et l'émancipation des esclaves

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

MONTBÉLIARD

Samedi 2 février

à partir de 15 heures

à la Roselière, la halle polyvalente de Montbéliard, place du Champ-de-Foire.

17 heures : allocution de Jean-Pierre Mercier, ouvrier à PSA Aulnay, porte-parole national de Lutte Ouvrière

METZ

Dimanche 17 février

à partir de 11 h 30,

au CALP (Centre d'activités et de loisirs) de Metz-Plantières -

2 A, rue Monseigneur-Pelt

15 heures : allocution de Jean-Pierre Mercier, ouvrier à PSA Aulnay, porte-parole national de Lutte Ouvrière

ARGENTEUIL

Dimanche 17 février

à partir de 12 heures

à la salle Jean-Vilar - 9, boulevard Héloïse

12 h 45 : allocution de Nathalie ARTHAUD, porte-parole nationale de Lutte Ouvrière

MAISONS-ALFORT

Samedi 23 février

à partir de 19 heures

Salle du Moulin-Brûlé - 47, avenue Foch

19 h 45 : allocution de Nathalie ARTHAUD, porte-parole nationale de Lutte Ouvrière



SAINT-DENIS

Samedi 23 février

à partir de 16 heures

Salle de la Légion-d'Honneur

6, rue de la Légion-d'Honneur

Réunion publique Lutte Ouvrière

« Chômage, licenciements, bas salaires : le patronat veut faire payer sa crise aux travailleurs, et la gauche au gouvernement est à ses ordres. Quelle politique pour la classe ouvrière ? »

Toulouse

Vendredi 8 février
à 20 h 30

Espace Duranti - Salle Osète
6, rue du Lieutenant-Colonel-Pélissier
(Métro Capitole)

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233

75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Nous sommes tous attaqués, organisons ensemble la riposte

Grève reconductible à l'usine PSA d'Aulnay-sous-bois contre la fermeture programmée du site ; débrayages répétés et de plus en plus importants dans toutes les usines Renault contre le chantage de la direction qui ne laisse aux travailleurs que le choix entre « travailler plus pour gagner moins » ou être licencié ; manifestation des salariés de Virgin, de Sanofi, d'Arcelor ; action des travailleurs de Goodyear, dont la direction va annoncer qu'elle ferme l'usine d'Amiens avec 1 200 licenciements ; grève jeudi prochain dans la Fonction publique contre les suppressions d'emplois et la baisse du pouvoir d'achat : bien des travailleurs s'organisent pour se défendre. Ils ont mille fois raison. Leurs combats doivent devenir la lutte de tous.

Le patronat a pris l'offensive. Avec les « accords compétitivité », il attaque tous azimuts. La direction de Peugeot a commencé son attaque avec un plan de suppressions d'emplois sans précédent incluant la fermeture de l'usine d'Aulnay. Mais les hostilités ne s'arrêteront pas là, elle a déjà annoncé qu'elle veut imposer des accords de compétitivité, rebaptisés « accords de performance ».

La direction de Renault a fait l'inverse : elle a d'abord voulu imposer la mobilité intersites, allonger le temps de travail et bloquer les salaires, et c'est après cela qu'elle a annoncé 8 200 suppressions d'emplois, avec la menace de rayer de la carte deux de ses usines si les syndicats ne signent pas ces accords.

Les licenciements et les accords de compétitivité sont les deux bouts d'un même bâton. Aucun travailleur ne sera épargné, pas même ceux à qui l'on garantit de conserver leur emploi.

Conserver son emploi ne veut même plus dire conserver son salaire. Les accords de flexibilité qui ont été signés entre le patronat et la CFDT, la CGC et la CFTC, et que le gouvernement soi-disant « socialiste » veut transposer dans la loi, autorisent la baisse des salaires au gré des fluctuations du marché. Il suffira qu'une entreprise prétexte des difficultés pour qu'elle impose une baisse du temps de travail et une baisse du salaire.

Et les patrons ne s'en priveront pas, parce qu'avec la crise les affaires ralentissent. Ou les travailleurs forceront le grand patronat à revoir ses profits à la baisse, ou ce sont les salaires qui baisseront. Si les travailleurs ne se font pas respecter, le patronat les fera reculer.

Il n'y a aucune raison pour que les travailleurs acceptent de se sacrifier. Chez Peugeot, qui, des actionnaires ou des travailleurs, doit faire des sacrifices ? La famille Peugeot et les actionnaires ont encaissé 6 milliards de bénéfices ces dernières années. Ils ont de quoi voir venir ; pas les travailleurs, qui ont toujours été payés au plus bas !

Qui a réalisé 786 millions de bénéfices net pour les six premiers mois de 2012, plus de 2 milliards en 2011 et 3,4 milliards en 2010 ? Le groupe Renault, dont le PDG, Carlos Ghosn, se verse une rémunération de 13 millions par an et explique que, si les travailleurs n'acceptent pas de se sacrifier, leur usine risque la faillite !

Le patronat et le gouvernement alignent les chiffres d'affaires catastrophiques pour faire pleurer dans les chaumières sur les difficultés patronales. Mais quand les affaires tournaient à plein, c'est ce grand patronat qui s'est enrichi. Et aujourd'hui encore, pour maintenir ses profits, il est prêt à priver du nécessaire des millions de travailleurs.

Le chômage est un drame pour ceux qui sont privés de salaire, mais aussi pour les autres travailleurs, qui vivent avec cette épée de Damoclès sur leur tête.

Plus largement, le chômage est un fléau pour toute la société. Quel peut être l'avenir d'une société qui condamne 25 % de sa jeunesse à l'inactivité ou aux petits boulots, pendant qu'une infime minorité nage dans les millions ? Le chômage, les inégalités, l'exploitation forment le terreau de l'individualisme, de la délinquance, de l'insécurité, du racisme.

Les conséquences du chômage ne sont pas qu'économiques, chacun les subit à tout moment dans sa vie. Personne parmi les classes populaires ne peut y échapper, pas même ceux qui ont encore un bon emploi et un bon salaire.

Alors, les travailleurs de Peugeot, de Renault, de Goodyear, tous ceux qui se battent pour ne pas être condamnés au chômage comme ceux qui se battent pour leur salaire ou pour refuser la dégradation des conditions de travail, mènent un combat légitime. Un combat qui n'a rien d'un combat solitaire ou corporatiste. C'est un combat pour tous.

En refusant le diktat patronal et gouvernemental, les travailleurs qui se battent aujourd'hui montrent la voie pour une riposte d'ensemble.

• Chômage

La fabrique patronale des chômeurs tourne à plein

Quasi-stabilité du chômage au mois de décembre : voici ce qu'on a pu entendre ces jours-ci, lorsqu'ont été publiés les chiffres officiels du chômage. Ces chiffres, même s'ils sont statistiquement exacts, sont menteurs. Il y a bel et bien augmentation du chômage en décembre, car non seulement le nombre de radiations a fortement augmenté par

rapport aux mois précédents, moyen utilisé pour faire baisser les chiffres, mais le chiffre présenté comme en stagnation ne tient compte que d'une seule catégorie de chômeurs : ceux n'ayant pas du tout travaillé au mois de décembre.

Le bilan de l'année 2012 pour la population est plus significatif. Il y a eu, si on ajoute les chômeurs n'ayant

pas du tout travaillé et ceux ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois, 360 000 nouveaux chômeurs en 2012. C'est mille nouveaux chômeurs chaque jour ! Cela porte le total à 4,6 millions de personnes, et encore, ce chiffre ne tient pas compte d'autres catégories de chômeurs fichés à Pôle emploi, ni des chômeurs qui n'y sont pas inscrits.

Le gouvernement nous a répété qu'il ne fallait pas s'attendre à une amélioration de l'emploi en 2013. Pour une fois, il dit juste. L'Unedic, elle, table sur une forte augmentation des chômeurs en 2013, comparable à celle de 2012.

Comment s'en étonner, lorsque chaque semaine apporte son lot d'annonces de plans sociaux et de

fermetures d'entreprises ?

Quant au tout récent accord très mal nommé « de sécurisation de l'emploi », signé par le patronat et certains syndicats sous les auspices de Hollande, il ne fera qu'augmenter encore le nombre de chômeurs, laissant aux patrons les mains encore plus libres.

Stéphane FORT

• Rapport de la Cour des comptes

Un tremplin pour une campagne anti-chômeurs

« Face à un chômage élevé, mieux cibler les politiques » : tel est le titre du dernier rapport de la Cour des comptes. En fait, il cible surtout « un financement de l'indemnisation du chômage difficilement soutenable » – l'Unedic annonce 14 milliards de dettes – et qu'il faut donc « réformer » aux dépens des chômeurs.

Tout le rapport est construit sur la comparaison avec d'autres pays européens, pour démontrer qu'en France le régime serait plus protecteur, donc plus cher, et qu'il faudra bien en rabattre. Bien sûr, il mentionne que l'arrivée en fin de droits fait que 44,8 % des chômeurs ne bénéficiaient plus de l'assurance chômage en 2011. Mais, pour les autres, l'accès à l'indemnisation serait plus facile qu'ailleurs : il faut avoir travaillé quatre mois sur une période de 28 mois, alors qu'en Allemagne c'est douze mois sur une période de 24 mois. Le montant de l'indemnité par rapport au salaire antérieur

serait plus favorable aux chômeurs français : de 66,4 % pour un salarié gagnant le salaire moyen (environ 2 000 euros en France) à 68,3 % s'il gagne deux fois ce salaire moyen, alors qu'en Allemagne ces taux seraient respectivement de 62,3 % et 59,6 % et en Grande-Bretagne de 37,9 % et 20,7 %. Enfin, anomalie suprême selon la Cour des comptes, un cadre français gagnant un peu plus de 7 000 euros aura une indemnité de 5 000 euros, alors que le cadre allemand ne touchera que 2 200 euros.

La Cour des comptes en conclut qu'il faut instituer un régime décroissant des

indemnités, réduire le régime particulier des intermittents du spectacle, qui creuserait le déficit d'un milliard chaque année ; il faut aussi « inciter à la mobilité géographique ou à la diminution du salaire », pour inciter « à la reprise d'emploi », et revoir le système de chômage partiel, « plus favorable pour les salariés et moins incitatif pour les employeurs qu'à l'étranger ».

Sous couvert de réduire l'écart avec les demandeurs d'emploi mal payés, et par suite peu indemnisés, à qui on ne propose pas ou peu de formations, ces « recommandations » sont un tremplin pour une attaque en règle contre tous les chômeurs, sur lequel se sont lancés les défenseurs du patronat. L'argument du cadre indemnisé à 5 000 euros (le plafond est de 6 000 euros) sert de prétexte pour prôner une



diminution de la durée et du montant des indemnités pour tous les chômeurs, dont 20 % ne touchent en moyenne que 642 euros. Seulement 4,5 % des chômeurs touchent plus de 2 000 euros, ce qui n'a rien d'un pactole ! Quant au statut des intermittents du spectacle, on oublie de rappeler que c'est souvent, pour les patrons de chaînes de télévision, une façon commode d'avoir des salariés, techniciens ou administratifs, qui sont en réalité permanents, mais plus « flexibles » et qui ne demanderaient pas mieux qu'une vraie embauche.

Les vrais profiteurs du système sont les employeurs, qui, quoi qu'en dise le rapport,

utilisent le chômage partiel comme une manne, puisque c'est l'État qui paye. Ils licencient, avec sans plan « social », creusent le déficit des caisses de chômage et condamnent les salariés à la gêne d'abord, à la misère ensuite.

Michel Sapin, le ministre du Travail, après avoir reconnu que, dans une période de chômage accru, il était inévitable « qu'un système d'indemnisation soit déficitaire », a cependant trouvé « extrêmement pertinentes » les recommandations du rapport, avant de renvoyer aux « partenaires sociaux » la tâche de réformer le système

Sylvie MARÉCHAL

• L'exemple de Continental

Les profits d'aujourd'hui sont les licenciements de demain

Pour justifier les sacrifices de toute nature qu'ils veulent imposer aux travailleurs, les porte-parole des patrons, Hollande, son gouvernement et les politiciens de tout bord rabâchent que les gains de productivité, la bonne santé des entreprises, les profits sont la condition indispensable pour améliorer le sort des salariés... dans le futur. Mais ce sont des mensonges. La course au profit, dans le cadre de la crise actuelle, ne peut qu'engendrer toujours plus de sacrifices pour les travailleurs.

L'exemple du groupe Continental, un des géants mondiaux de l'industrie, est là pour l'attester. Ce groupe, qui compte aujourd'hui 164 000 salariés, s'était servi de la récession de 2009 pour justifier la fermeture de deux usines, une en Allemagne et une France, à Clairoux. Ces licenciements avaient pour but de redonner confiance aux milieux financiers, en vue de faire remonter le cours de l'action qui était au plus bas. Voilà à quoi a servi le sacrifice de 2 000 emplois directs et de plusieurs milliers d'emplois indirects.

Les années suivantes, le groupe Continental a annoncé des bénéfices records. Ils ont été en augmentation en 2010, 2011 et 2012, et leur montant total risque de dépasser les six milliards d'euros. Il est classé aujourd'hui parmi les quatre entreprises les plus profitables

d'Allemagne. Le taux de rentabilité de sa division pneumatiques atteint 17 %, ce qui représente un record mondial dans le domaine industriel. En conséquence de tout cela, le cours de l'action a été multiplié par huit en trois ans.

Ces profits, non seulement les travailleurs n'en ont pas profité, mais ils ont dû subir attaques sur attaques. À l'usine de Sarreguemines, rassemblant 1 700 personnes et qui a récupéré les trois quarts de la production qui était faite à l'usine de Clairoux, la direction a imposé une baisse des salaires que seule une grève spontanée de plusieurs centaines de salariés a limitée. Les salaires des nouveaux embauchés ont été réduits de plus de 20 %. Plus les bénéfices augmentaient, plus les primes, qui peuvent représenter 40 % du salaire, ont été réduites. Dans la division « automobile », le

groupe, en France comme en Allemagne, a essayé d'imposer une baisse des salaires et une remise en cause des droits des salariés.

Maintenant, alors que tout le monde s'extasie sur la bonne santé et les profits historiques du groupe, l'avenir même de l'usine de Sarreguemines vient d'être mis en question par l'un de ses dirigeants. Pendant qu'on sable le champagne à la Bourse, on prépare de nouvelles attaques contre les travailleurs.

Le groupe Continental a donc augmenté sa rentabilité, augmenté ses profits, entre autres en supprimant des milliers d'emplois. Mais ce n'est pas pour maintenant créer de nouveaux emplois : c'est pour tenter d'en supprimer d'autres. Tous les prêches sur nécessité de restaurer la compétitivité pour créer des emplois ne sont qu'un cynique jeu de dupes.

Paul SOREL

• Carburants

La baisse des prix n'a pas passé l'hiver

Les prix à la pompe des carburants sont repartis à la hausse en janvier, de 4 centimes environ pour le gazole et de 6 à 7 centimes pour l'essence, approchant les records de l'été dernier. Cette augmentation est due à l'arrêt du dispositif gouvernemental mis en place fin août, après qu'Hollande eut abandonné sa proposition de blocage des prix des carburants. Pour mettre un frein, temporaire on le voit, à leur hausse, l'État avait baissé de 3 centimes la taxe sur les produits pétroliers et demandé aux distributeurs d'abaisser leurs tarifs d'autant.

La hausse des carburants a des répercussions immédiates sur le niveau de vie de la population laborieuse, à commencer par les salariés obligés de prendre leur voiture pour se rendre à leur travail, et nul doute que les sociétés de transport et les magasins dans la foulée la répercuteront à un moment ou un autre sur leurs prix.

Le prix de l'essence se compose pour plus de la moitié de taxes (un peu moins pour le gazole).

C'est d'abord la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) fixée à 60,7 centimes par litre, ensuite la TVA à 19,6 % qui s'applique à la fois sur le produit et sur la TCPE – une taxe sur une taxe, en quelque sorte !

Si le gouvernement voulait vraiment intervenir sur les prix, il pourrait commencer par diminuer, voire supprimer ces taxes qui, comme tous les impôts indirects, sont profondément injustes puisqu'elles frappent proportionnellement bien plus les personnes à faible revenu que les riches.

M.L.



• Goodyear, Sanofi, PSA, Virgin dans la rue

Interdire tous les licenciements !

Les travailleurs de plusieurs entreprises, dont Goodyear, Virgin, Sanofi, PSA, s'étaient donné rendez-vous mardi 29 janvier devant les magasins Virgin des Champs-Élysées à Paris, pour manifester jusqu'au ministère du travail contre les licenciements.

Toutes ces entreprises ont engrangé durant des dizaines d'années des bénéfices considérables. Leurs actionnaires continuent de toucher des dividendes. Mais ils trouvent normal de jeter des milliers de salariés à la rue. Et ils le font avec la complicité du gouvernement socialiste.

Des manifestants rappelaient à cette occasion les promesses de Hollande lorsqu'il était candidat. Elles n'allaient pas bien loin car il ne s'agissait que de « dissuader les licenciements » et seulement les licenciements qualifiés de « boursiers ». Le gouvernement socialiste s'emploie aujourd'hui surtout à dissuader les travailleurs de faire quoi que ce soit contre ces licenciements, en invoquant les difficultés économiques, les chiffres d'affaires en chute libre, le marché de l'automobile en panne, une

propagande relayée largement par les médias.

Interrogée lundi 28 janvier à la radio, la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a répété combien l'accord signé par la CFDT, la CGC, la CFTC et le patronat le 11 janvier dernier visait à garantir l'emploi. « Il ouvre la possibilité aux instances représentatives du personnel au sein des entreprises d'être associées beaucoup plus en amont que par le passé à toutes les décisions prises par la direction (...), notamment sur la question des licenciements à venir », a-t-elle déclaré sans sourciller, alors que, et elle le sait parfaitement, cet accord ouvre surtout aux patrons la possibilité de licencier encore plus facilement.

Tout ce beau monde des propriétaires des grands groupes a donc de bons relais au gouvernement pour faire passer l'idée



que licenciements et fermetures d'usines sont une nécessité économique, alors que ce n'est qu'un choix de leur part. C'est le choix de cette classe sociale capitaliste qui domine l'économie, qui est prête à fermer l'usine de PSA à Aulnay tout en imposant à ceux de Poissy des cadences de plus en plus démentes, qui est prête

à jeter dehors les 1 200 travailleurs de l'usine Goodyear d'Amiens alors qu'à une rue de là ceux de Dunlop, usine du même groupe, s'épuisent à travailler en 4x8. Cette classe qui domine l'économie est prête à imposer à toute la société des reculs énormes simplement pour engranger toujours plus de profits.

Pour empêcher les patrons de plonger les travailleurs dans la misère en les privant de leur emploi, il faudra leur imposer l'interdiction des licenciements, quel que soit le prétexte invoqué pour les justifier, et la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire.

Aline RETESSE

• Accord sur la compétitivité

Les directions syndicales dédouanent le gouvernement

« Il ne faudrait pas que le gouvernement se cache derrière les partenaires sociaux », déclare Laurent Berger, nouveau secrétaire national de la CFDT, à propos des discussions engagées par les syndicats avec le Medef sur les retraites complémentaires.

Ce propos ne manque pas de sel, de la part du dirigeant du principal syndicat signataire de l'accord du 11 janvier dernier, qui permet au gouvernement de se cacher derrière les confédérations syndicales pour mener une vaste offensive portant atteinte au peu de protection légale dont disposent les travailleurs en matière de licenciements, de salaire, de mobilité.

Sitôt la signature de l'accord par la CFDT, la CFTC et la CGC le 11 janvier, Hollande avait félicité dans un même élan les directions syndicales de salariés et le Medef, considérés comme des « partenaires », expression qui dit bien les choses, même si on y ajoute le qualificatif de « sociaux ». En acceptant d'être des partenaires du Medef dans une prétendue négociation, l'ensemble des confédérations syndicales qui y ont participé ont retiré au gouvernement une sacrée épine du pied. Elles lui ont évité d'apparaître seul aux côtés du patronat dans la remise en cause des droits essentiels des salariés.

Le fait que deux confédérations syndicales, la CGT et

FO, n'aient pas signé, n'empêche pas le gouvernement de considérer cet accord comme acquis. Et c'est en toute sérénité qu'il s'apprête à le faire adopter par l'Assemblée nationale, après quoi il s'appliquera à l'ensemble des salariés du pays.

La CGT « attend du gouvernement un projet de loi d'une tout autre nature, qui protégerait les salariés contre les licenciements et la précarité », déclare de son côté la direction de la CGT. Or Hollande a annoncé on ne peut plus nettement la couleur en demandant « un projet de loi afin de transcrire fidèlement les dispositions d'ordre législatif prévues dans l'accord ». Le ministre du Travail, Michel Sapin, s'est dit confiant dans cette transposition et le président du groupe des députés socialistes, Bruno Le Roux, a assuré que ce sera fait de « façon précise, fidèle, loyale ».

Dans un dépliant diffusé largement, la CGT précise à quel point l'accord du 11 janvier marque un recul pour les droits des travailleurs. Par exemple, y lit-on, « le texte met

en place les accords compétitivité-emploi que Nicolas Sarkozy voulait imposer sans avoir pu les mettre en place. Modifier le temps de travail et baisser les salaires durant deux ans sans garantie de maintien des emplois serait désormais possible. » Cependant, dans le même dépliant, Bernard Thibault appelle le gouvernement socialiste à prendre en compte le rejet de cet accord par les syndicats

qui représentent bien plus de salariés que les syndicats signataires. À l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault le 18 janvier, il a ajouté : « Quelque chose me dit que, d'une manière ou d'une autre, ce ne sera pas intégralement le texte de l'accord qui figurera dans la loi. (...) Nous allons avoir des séances de travail très concrètes avec le ministère du Travail pour regarder le

texte dans le détail. »

Comme si l'essentiel résidait dans des détails ! Comme l'explique très clairement ce texte de la CGT, c'est sur le fond que cet accord scélérat impose un recul aux droits des salariés. Les rectifications sur tel ou tel détail serviront tout au plus à faire mieux passer la pilule. Ce qu'il faut, c'est rejeter cet accord scélérat.

Jean SANDAY

• Plastic Omnium – Saint-Désirat (Ardèche) Sous prétexte de compétitivité des méthodes de gangster

Plastic Omnium vient d'imposer aux 1 100 salariés de ses sites en Ardèche la suppression de trois jours de RTT, l'arrêt du versement de la participation jusqu'en 2015, soit une perte d'au moins 500 euros par an, le gel des salaires en 2013, mais aussi près de 90 licenciements. Pour justifier ces sacrifices, la direction a prétexté le sauvetage de 300 à 400 emplois, qu'elle menaçait elle-même de délocaliser en Allemagne.

Plastic Omnium ne peut

même pas prétendre être en difficulté. L'entreprise est florissante, son chiffre d'affaires a augmenté de 13 % en 2012, et en Bourse l'action s'envole. Quant à la famille Burelle, principale actionnaire, il s'agit de la 104^e fortune française.

C'est avec l'incendie d'un atelier de peinture en mars dernier que Plastic Omnium a débuté son chantage à l'emploi. En contrepartie de la reconstruction de l'atelier, la direction prétendait obtenir des travailleurs toute

une série de reculs ainsi que des licenciements dans les bureaux d'études. C'est ce qu'elle vient d'imposer, après une consultation de tous les salariés et la signature des syndicats.

Malgré le chantage, 30 % des travailleurs ont voté contre l'accord de « compétitivité », montrant ainsi qu'ils n'acceptaient ni les sacrifices ni les licenciements de leurs camarades.

Correspondant LO

• L'avenir des retraites

Plus tard, plus maigre, plus cher

Alors que les négociations sur les retraites complémentaires se poursuivent entre les partenaires sociaux, le bruit de fond se fait de plus en plus insistant pour imposer aux travailleurs de nouveaux sacrifices en matière de retraites.

Le ministre Cahuzac attend que les partenaires sociaux se soient mis d'accord sur une désindexation, c'est-à-dire un gel des retraites complémentaires, pour faire de même sur les retraites de base.

Le Conseil d'orientation des retraites, dans son douzième rapport, prédit une fois de plus un déficit des caisses et propose, une fois encore, de le faire payer aux seuls salariés, actifs ou retraités.

Le Medef, par la voix de sa présidente, demande de porter l'âge de départ en retraite à 63, voire 65 ans, suivi en cela par l'ex-Premier ministre socialiste Rocard.

La presse se remplit d'articles « démontrant » que les

caisses de retraites sont ponctionnées par deux catégories de quasi-délinquants financiers : les retraités qui, en plus de toucher des pensions somptueuses, ont le culot de vivre de plus en plus vieux, et les chômeurs, qui ne cotisent pas mais sont quand même de futurs retraités.

Et tout à coup, lundi 28 janvier, la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem affirmait que, s'il fallait bien réformer les retraites, il ne s'agissait ni d'augmenter les cotisations, ni de diminuer les pensions, ni de reculer l'âge de départ en retraite. Et de citer les propositions de la CFDT concernant la « retraite par points ». Il s'agirait là d'un

nouveau mode de calcul des pensions, nébuleux sauf sur un point : il ne coûterait pas plus cher au patronat

Sauf que, si ce ne sont pas les patrons qui payent, il faudra bien que ce soient les travailleurs. Et, quel que soit l'enrobage, la future « réforme » concoctée par le gouvernement socialiste actuel sera un prolongement de celles imposées par les gouvernements de droite précédents. Les promesses de Najat Vallaud-Belkacem valent celles de Sarkozy en 2010, lorsqu'il affirmait que « sa » réforme sauverait définitivement les retraites.

La quantité de richesses produites dans le pays n'a pas changé, l'augmentation de la productivité du travail et la surexploitation compensant la diminution du nombre de travailleurs. Mais la part

accaparée par les détenteurs du capital augmente à mesure que le chômage explose, que les salaires stagnent, que les prix augmentent. Ainsi, c'est l'avidité patronale qui aboutit à vider les caisses de retraite en même temps qu'elle vide les usines. Et il voudrait maintenant, une fois de plus,

présenter la note des dégâts qu'il fait aux travailleurs et aux retraités.

Pour les patrons, il ne sera jamais question de payer en prenant sur leurs confortables profits, tant qu'ils n'y seront pas contraints. Eh bien il faut les y obliger.

Paul GALOIS



• Procès de l'amiante

Nouvelles manœuvres pour enterrer l'affaire

Le 16 janvier, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a suspendu la procédure menée par la juge Marie-Odile Bertella-Geoffroy dans le dossier de l'usine Ferodo Valeo de Condé-sur-Noireau où, en trente ans, plus de 1 130 salariés sont décédés victimes de l'amiante.

Il se trouve que c'est dans le cadre de cette procédure que la magistrate, qui enquête notamment sur les responsabilités de l'État dans le caractère tardif de l'interdiction de l'amiante en France, avait mis en examen en novembre dernier, pour homicides et blessures involontaires, des industriels et d'anciens fonctionnaires du ministère du Travail, dont Martine Aubry, au titre de ses fonctions de directrice des relations du travail de 1984 à 1987.

Curieux hasard sans doute, dans le même temps on apprendait que la juge Bertella-Geoffroy allait être mutée prochainement à un autre poste, en vertu d'une loi limitant à dix ans la durée d'exercice d'un juge d'instruction dans le même poste. Cette mutation est contestée par l'intéressée, qui explique que cette loi ne peut pas s'appliquer dans son cas, et par les victimes de l'amiante qui se battent depuis seize ans pour l'ouverture d'un procès

pénal.

Pour l'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva), en effet cette mutation « signifierait à coup sûr l'enterrement de l'instruction. Et pour longtemps. Sur un dossier aussi complexe, dont l'instruction dure depuis seize ans... où les volumes du dossier se comptent en dizaines de mètres cubes, il est facile d'imaginer le temps que mettrait un nouveau magistrat pour s'approprier les éléments de cette affaire ».

Ces manœuvres pour empêcher que les criminels responsables de cette catastrophe et leurs complices aux plus hauts niveaux de l'État rendent des comptes sont d'autant plus

choquantes que, comme le rappelle l'Andeva, l'amiante continue à tuer plus de 3 000 personnes par an. Et comment ne

pas y voir un aveu de culpabilité pour les uns et de complicité pour les autres?

Jean-Jacques LAMY



fil rouge

Papa est à la chambre

Dans le débat sur le mariage pour tous, les députés de droite jouent la montre en déposant 5 000 amendements, la quasi-totalité insignifiants. Du coup, les débats risquent de durer quinze jours, week-end compris.

Ils répètent à s'égosiller que les enfants ont besoin de la présence d'un père et d'une mère pour s'épanouir. Mais qui va s'occuper de leur progéniture, durant ces deux semaines de

débats oiseux? Leur femme, leur baby-sitter, leur bonne?

Ces enfants délaissés auront toujours la ressource de regarder leur papa – ce sont en grande majorité des hommes –, faire le clown à la télé.

Liberté de choisir

L'alliance des bigots de toute obédience et des démagogues de droite ne désarme pas. Ils réclament un référendum sur le mariage pour tous, espérant qu'une majorité des électeurs inscrits puisse imposer

ses règles, ses opinions et ses mœurs à tout le monde.

Ce serait, disent-ils, le summum de la démocratie. Non, c'est le summum de l'hypocrisie. Pourquoi en effet vouloir imposer, majoritaire ou pas, des règles d'un autre âge? La démocratie, la vraie, c'est de donner dans ce domaine toute liberté de choisir. Y compris de vivre en couple sans se marier, ni civilement ni encore moins religieusement. Cela s'appelle l'union libre, fondée sur la responsabilité de chaque membre du couple.

Cette responsabilité a autant de poids, sinon plus, que la

sacralisation d'une union par une quelconque autorité.

Berlusconi et Mussolini

« Mussolini a bien agi » : tel est l'avis que Silvio Berlusconi s'est cru autorisé à donner le 27 janvier à Milan, ajoutant tout de même : « à l'exception des lois raciales ». Il fallait bien mettre cette réserve... car cela se passait lors de l'inauguration d'un mémorial en l'honneur des six millions de Juifs exterminés par le régime nazi. Nombre de Juifs italiens,

déportés par le régime de Mussolini suite aux lois raciales en question, en faisaient partie.

Berlusconi excuse d'ailleurs le fascisme italien pour sa collaboration au massacre, car d'après lui sa connivence avec le fascisme allemand « n'était pas complètement consciente »!

Ce n'est dira-t-on qu'une insanité de plus de la part de ce triste personnage, qui choisit ce genre de propos pour racoler des voix à droite et à l'extrême droite en vue des prochaines élections. Mais cela juge l'ex-président du Conseil italien, s'il en était encore besoin.

• Fonction publique

Grève le 31 janvier pour l'emploi et les salaires

Les syndicats CGT, FSU et Solidaires appelaient jeudi 31 janvier à une grève dans toute la fonction publique. Les raisons de cette grève concernent les cinq millions de fonctionnaires, qu'ils travaillent dans un hôpital, une école ou une commune. Ce sont même les grandes questions qui préoccupent aujourd'hui l'ensemble du monde du travail, au-delà même de la fonction publique.

Il y a d'abord l'emploi. Hollande ne cesse d'insister sur les recrutements prévus à l'Éducation nationale. Pourtant, même dans ce secteur proclamé prioritaire par le gouvernement, ils sont largement insuffisants. Seulement 1 000 postes ont été

créés en urgence à la dernière rentrée scolaire, et il n'y aura en fait que 7 000 enseignants de plus devant des classes en septembre 2013. La majorité de ceux qui vont être recrutés combleront en effet les départs en retraite ou ne travailleront qu'un tiers de temps car ils seront en formation. C'est une goutte d'eau par rapport aux 80 000 postes supprimés par Sarkozy, et l'on annonce déjà des fermetures de classes, voire d'établissements. La situation est encore pire dans les secteurs jugés non prioritaires, car des réductions d'effectifs vont devoir y compenser les postes créés ailleurs. Ce n'était déjà pas brillant sous Sarkozy, mais cela va encore s'aggraver. Dans certains ministères, deux fonctionnaires sur trois partis en retraite ne sont déjà

pas remplacés. Au total, les effectifs de la fonction publique d'État devraient diminuer de 2 000 postes alors qu'il faudrait embaucher massivement. Et que dire des hôpitaux, où la politique de suppression d'emplois continue ? Dans bien des services de soins, la situation est au bord de la rupture !

L'autre grande revendication de la grève concerne les salaires. Ceux des fonctionnaires sont gelés depuis 2011, alors que les prix ont augmenté en cascade. Il devient de plus en plus difficile de vivre avec cette paye, surtout pour tous ceux qui appartiennent aux catégories les moins bien payées. Le seul geste du gouvernement a été de remonter le minimum de traitement dans la fonction publique de la somme dérisoire

de 4,60 euros brut par mois, une somme si dérisoire qu'elle relève pratiquement de l'insulte.

À ces revendications sur l'emploi et les salaires, qui pourraient être celles de tous les travailleurs, s'ajoutent des problèmes plus particuliers comme le paiement des congés maladie. Depuis janvier 2012, le premier jour d'arrêt maladie n'est plus indemnisé. À l'époque, la gauche avait vivement protesté contre cette mesure de Sarkozy, mais une fois arrivé au pouvoir Hollande s'est bien gardé de l'abroger. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, c'est la continuité dans les attaques contre les travailleurs.

Le 31 janvier, ceux de la fonction publique exprimeront dans la grève et les manifestations leur refus

de toute cette politique. Leurs préoccupations rejoignent, pour l'essentiel, celles de tous les travailleurs, dans le privé comme dans le secteur public et il faudrait qu'elles se rejoignent dans la lutte.

Daniel MESCLA

• Une semaine dans *Le Monde* Hollande chez vous pour 1,80 euro seulement !

Que le quotidien *Le Monde* défende l'ordre établi, le retour sur investissement, l'État, l'armée, l'Église et la sacro-sainte propriété privée, c'est une chose entendue. Mais il se targue en général de le faire avec toute la componction et la supériorité distante de ceux qui laissent au vulgaire le soin de se salir les mains. Mais voilà que maintenant le vénérable quotidien adopte un ton de patron exaspéré.

Ainsi les instituteurs qui défendent leurs conditions de travail font preuve, d'après l'éditorial du *Monde* daté du 22 janvier, d'un « corporatisme étriqué lamentable ». Les travailleurs de PSA Aulnay qui se battent contre la menace du chômage et la violence de la fermeture de leur usine sont accusés par le même journal de « violences et menaces » à l'encontre des ouvriers non-grévistes. À croire que la famille Peugeot a dicté l'article.

Visiblement, de porte-parole officieux des bourgeois cultivés et comme il faut, *Le Monde* s'est transformé maintenant en porte-parole du gouvernement Hollande. Haineux à l'égard des travailleurs qui se défendent, ce *Monde*-là y ajoute désormais son admiration à l'égard du « chef de guerre » Hollande et des faits d'armes de l'armée française au Mali. En bon petit soldat toujours prêt par ailleurs à administrer à qui veut bien des leçons d'objectivité

Paul GALOIS

• Nathalie Arthaud en Guadeloupe et Martinique

À la rencontre des travailleurs

Du 17 au 27 janvier, notre camarade Nathalie Arthaud a fait un voyage en Guadeloupe et en Martinique pour saluer les camarades de Combat Ouvrier qui ont relayé sur place sa campagne à la présidentielle et qui ont défendu ensuite ce même programme de lutte aux élections législatives.

Cela a aussi été une occasion de rencontrer bien des travailleurs. Elle a pu visiter la dernière usine sucrière de la Guadeloupe, l'usine Gardel, au Moule. Elle était à l'arrêt, les travailleurs de la canne étant en grève pour revendiquer une augmentation des salaires, comme ils le font à chaque négociation annuelle. La campagne de récolte de la canne a ainsi été bloquée dix jours, le temps que le patronat de la canne accorde la principale revendication des ouvriers : 55 euros brut sur les salaires mensuels, l'évolution des grilles d'ancienneté et des tickets-repas. Une avancée ressentie comme une victoire par les ouvriers du secteur.

Dans plusieurs plantations de bananes se déroulaient aussi des grèves. Heures supplémentaires non payées, salaires versés aux trois quarts, charge de travail insupportable, droits des travailleurs bafoués, chasse aux syndicalistes : l'exploitation y est, par bien des aspects, celle d'un autre temps. C'est sur une de ces plantations en grève pour le versement de la prime de fin d'année que Jean-Marie Nomertin, militant de Combat Ouvrier et

aussi dirigeant de la CGTG, a été agressé le 16 janvier par le patron. À peine arrivé sur les lieux, il n'a pas eu le temps de descendre de sa voiture que le gérant lui a foncé dessus à trois reprises avec son pick-up 4x4. En Guadeloupe, quand les patrons voient rouge, ils n'y vont pas par quatre chemins ; mais les travailleurs font face et ils savent rendre les coups.

Notre camarade a aussi eu l'occasion d'aller soutenir les jeunes du journal *Rebelle* ! puisqu'un jeune militant du journal et de Combat Ouvrier devait comparaître au tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre le 18 janvier. Finalement la séance a été reportée, mais il

lui est reproché, comme à un autre militant, d'avoir prétendument proféré des menaces à l'encontre de policiers lors d'un rassemblement de jeunes lycéens. Cette accusation est un mensonge grossier et cache mal le fait que les proviseurs, comme le préfet, veulent faire taire ce journal qui les dérange parce qu'il dénonce l'autoritarisme et les brimades répétées des chefs d'établissements comme le manque de moyens donnés aux établissements scolaires.

Tous ces gens-là voudraient pouvoir dresser les jeunes, les faire marcher à la baguette. Et pour cause ! Quand il y a 60 % de la jeunesse qui est au chômage et que tout ce qu'on lui

propose ce sont les petits boulots et la survie avec 400 euros, 500 euros, il y a de quoi avoir peur des jeunes !

Alors, oui, les travailleurs de la Guadeloupe comme de la Martinique sont confrontés aux mêmes problèmes que ceux de France, mais en pire encore parce que le chômage, les petits boulots, la cherté des prix y atteignent des records et parce qu'au mépris patronal s'ajoute le mépris raciste hérité de l'esclavage et du colonialisme.

Ce séjour, ponctué aussi de conférences de presse et d'interviews, s'est terminé par un meeting aux Abymes près de Pointe-à-Pitre.

Rencontre avec les travailleurs de la banane.



Hors d'Afrique les troupes françaises !

François Hollande a adopté la pose de chef de guerre. Il annonce que la France est entrée dans « la guerre contre le terrorisme » et qu'elle la mènera « le temps nécessaire ». Quant à ce qu'on fera des terroristes, il répond qu'« on va les détruire ». Le président socialiste joue les George Bush au petit pied. Il marche sur les traces de Sarkozy, qui envoyait les avions français bombardier la Libye sous prétexte de soutenir les rebelles libyens.

Le prétexte est toujours le même. Chaque fois que des armées occidentales interviennent ainsi, on nous dit qu'elles le font pour des raisons humanitaires ou pour sauver les populations d'une dictature odieuse. C'est ainsi que les dirigeants impérialistes sont partis à l'assaut de la dictature de Saddam Hussein quand, après l'avoir soutenu pendant trente ans contre son peuple, ils ont découvert qu'il fallait en « libérer » le peuple irakien.

De même, ils ne sont partis à l'assaut des talibans que des années après avoir contribué à installer leur dictature, en découvrant bien tardivement qu'il fallait aider les femmes afghanes à s'en libérer. Et ils ne se sont rendu compte de l'existence du peuple libyen que le jour où celui-ci a commencé à ne plus supporter Kadhafi, ce dictateur avec lequel les

dirigeants occidentaux ont fait de si bonnes affaires. Il faut dire que, dans le cas de l'Irak comme dans celui de la Libye, il y avait l'opportunité de mettre la main sur les puits de pétrole de ces deux pays. Visiblement, ça aide !

Alors, François Hollande est dans la continuité de toutes ces interventions militaires, y compris de certaines qu'il critiquait avant qu'il soit élu président. Cette fois encore, on nous dit qu'il s'agit de sauver des populations qui sont en butte à une dictature. Et en effet, lorsque les groupes djihadistes ont imposé leur présence aux populations du Nord-Mali, celles-ci ont subi des exactions odieuses. On comprend donc qu'au Mali, dans cette situation dramatique, beaucoup voient l'arrivée des troupes françaises avec soulagement en pensant que c'est, au moins provisoirement, un moindre mal.

Mais, pas plus dans cette intervention que dans les autres, l'objectif n'est de sauver les populations. Si la France maintient des troupes en Afrique depuis cinquante ans, depuis la fin de la colonisation, c'est pour y jouer le rôle de gendarmerie et se maintenir dans ce qu'elle considère comme sa zone d'influence. Plus précisément, il s'agit de maintenir la possibilité de faire des affaires pour les grands groupes capitalistes français. Dans le cas précis, il s'agit d'empêcher que l'instabilité au Mali puisse s'étendre au Niger voisin, où se trouvent les mines d'uranium d'Areva.

Cette présence militaire dans une grande partie de l'Afrique, cette mise en coupe réglée par les trusts français, vont de pair avec le maintien de gouvernements et d'appareils d'État alliés de l'impérialisme français et pour cela corrompus, plus soucieux de s'enrichir sur le dos de la population que de la défendre. On l'a vu dans le cas du Mali où, lorsque les djihadistes sont arrivés, l'armée malienne a détalé sans demander son reste en leur livrant la population.

Aujourd'hui, alors que

l'armée malienne reprend le terrain sur les traces de l'armée française, on apprend déjà qu'elle se livre à un certain nombre d'actions de représailles contre une partie de la population, en l'accusant d'avoir été complice des islamistes. Au point qu'on peut déjà se demander quelles nouvelles catastrophes, quels nouveaux massacres se préparent avec la reconquête du Nord-Mali par l'armée française et par les armées de pays africains dont aucune n'est réputée pour son respect des populations. Et c'est vrai bien sûr y compris de l'armée française. Que l'on se souvienne de son rôle au Rwanda !

Voilà pourquoi Lutte Ouvrière dénonce cette intervention militaire comme elle a dénoncé toutes les autres. Parce que, même si l'intervention peut soulager très provisoirement le sort d'une partie de la population, elle n'est là que pour continuer à maintenir le même ordre injuste, et on peut être sûr qu'à terme elle ne fera qu'aggraver encore la situation. Exactement comme cela s'est passé en Irak, en Afghanistan, en Libye, l'intervention

de l'armée française fera naître plus de vocations de terroristes islamistes qu'elle ne pourra en « supprimer », comme dit si délicatement François Hollande. Et l'armée française est peut-être ainsi en train de s'enfoncer dans un borborygme sans fin.

Il faut en finir non seulement avec la présence militaire française en Afrique, mais avec la présence de l'impérialisme, de ces grandes sociétés capitalistes qui sont les agents de l'exploitation et qui empêchent précisément les peuples d'Afrique de se diriger eux-mêmes, de se défendre eux-mêmes contre toutes les formes d'oppression, qu'elles soient le fait des dictatures en place ou qu'elles soient le fait des groupes islamistes qui sévissent dans les pays africains du Mali et du Niger, de la Libye et de l'Algérie.

À bas l'intervention de l'impérialisme français ! Hors d'Afrique les troupes françaises !

Déclaration de Lutte Ouvrière au cercle Léon Trotsky de Paris, le 25 janvier

L'armée française, vigile des intérêts d'Areva

Le gouvernement a décidé de faire protéger par les forces spéciales de l'armée française les mines d'uranium d'Arli et Imouraren exploitées par Areva au Niger, pays mitoyen du Mali. Fillon et Sarkozy avaient refusé de le faire, mais Ayrault et Hollande viennent d'accepter, considérant que les risques seraient plus importants aujourd'hui, après le déclenchement de l'opération Serval. La prise d'otages à In Amenas en Algérie et la tentative manquée de libérer un espion français otage en Somalie feraient craindre, selon le gouvernement, une recrudescence de ce type d'actions.

Le gouvernement français, comme tous les gouvernements, a pour charge de défendre les intérêts des industriels et des banquiers. Et dans cette tâche, il ne connaît pas les frontières.

V. G.

• En solo ou en bande organisée

Une intervention impérialiste

Un certain nombre de politiciens français, et pas seulement de droite, font mine de regretter que la France soit isolée et seule à intervenir au Mali. Mais si la concurrence ne disparaît jamais entre impérialismes, en particulier sur le terrain économique, il est ridicule d'imaginer que l'armée française intervienne sans l'accord au moins tacite des autres grandes puissances, et plus particulièrement celui des États-Unis.

En fait, l'intervention française au Mali n'a été matériellement possible que parce que les avions gros transporteurs de l'armée de l'air américaine y ont amené du matériel et des soldats. La prestation américaine avait d'ailleurs été facturée vingt millions de dollars, avant d'être déclarée gratuite. De même, pour ravitailler en vol les chasseurs bombardiers français, trois avions ravitailleurs américains sont intervenus. Et l'aide en matière de renseignement n'a jamais manqué. L'état-major américain a même envoyé au Mali son super-drone d'observation Global Hawk, qui permet de suivre dans le désert les groupes de djihadistes, mieux encore que les avions d'observation déjà en action.

Les États-Unis refusent de soutenir directement le gouvernement malien, parce qu'il est, disent-ils, issu d'un putsch militaire, mais ils ont promis cent millions de dollars pour aider à la formation de la force africaine d'intervention. L'armée française s'est donc déployée au Mali avec l'accord et le soutien direct des États-Unis, même si ceux-ci n'ont engagé dans les combats ni leurs avions, ni leurs troupes au sol, déjà en action sur nombre de champs de bataille.

Qu'un brigand impérialiste agisse seul ou en bande ne change rien à l'affaire. Les troupes françaises n'ont rien à faire en Afrique !

Vincent GELAS

• Bases militaires

L'Afrique sous haute surveillance

Ses anciennes colonies d'Afrique ont acquis leur indépendance il y a une cinquantaine d'années, mais la France n'en maintient pas moins une présence militaire dans plusieurs États du continent. Elle compte déjà trois bases permanentes, avec 900 hommes au Gabon, 350 au Sénégal, 1 400 à Djibouti, auxquelles s'ajoutent les troupes stationnées à la Réunion et à Mayotte, prêtes à intervenir à tout moment en Afrique.

Des forces militaires sont en outre présentes au Tchad avec actuellement 950 hommes, en Côte d'Ivoire (450) et en République centrafricaine (600), dans le cadre de diverses opérations baptisées Épervier, Licorne ou Boali. De plus, on l'a appris au début de la présente intervention au Mali, si la France n'a pas de base militaire au Burkina-Faso, cela ne l'a pas empêchée d'y envoyer deux hélicoptères en pièces



Des soldats français se préparent au Tchad, avant d'intervenir au Mali.

détachées, par discrétion, qui ont ensuite été assemblés dans le pays.

Officiellement, selon le ministère de la Défense, la présence de militaires en Afrique vise au « maintien de la paix », au soutien des forces de l'ONU afin d'assurer la « stabilité » des gouvernements en place, et à la « protection des ressortissants français ».

Dans la réalité, comme Hollande l'a dit fin décembre à propos de la mission française en Centrafrique, il s'agit aussi, et on peut même dire surtout, de « protéger les intérêts français »,

ceux d'Areva, de Total, de Borealis, etc. Quant à assurer la stabilité du pays, les interventions françaises ont eu pour but de soutenir le gouvernement ayant leur faveur à un moment donné, comme ils l'ont fait par exemple en Côte d'Ivoire en prenant parti pour Alassane Ouattara, le président élu fin 2010, contre l'ancien protégé de la France Laurent Gbagbo qui ne voulait pas céder la place.

Les peuples d'Afrique, eux, n'ont rien gagné aux interventions françaises. Lors de crises du pouvoir, où on a vu chaque camp dresser une partie de la

population contre une autre, attisant les oppositions entre les différentes ethnies ou religions, les troupes françaises présentes sur place n'ont pas empêché les massacres de se perpétuer, quand elles n'en ont pas été complices comme au Rwanda en 1994. Promu gendarme d'une grande partie de l'Afrique, l'impérialisme français est là pour veiller sur le système d'États et de gouvernements qu'il a mis en place et sur la bonne marche de l'exploitation des ressources et des peuples, pas pour protéger la vie des populations.

M.L.

• Opérations extérieures

Des opérations qui rapportent

Les « opérations extérieures » (Opex) de l'armée française ajoutent leur coût au budget habituel de la Défense. L'intervention au Mali a amené à faire le point sur ce surcoût.

Depuis 2000, une douzaine d'Opex auraient coûté en moyenne un milliard par an. Ces dernières années, l'intervention en Afghanistan en représentait une bonne moitié, le reste se répartissant entre le Kosovo, la Libye, le Tchad, la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, l'Océan Indien et le Liban, sans compter de « petites opérations » dont on ne connaît ni le lieu ni le nom, et qui auraient tout de même coûté plus de 40 milliards d'euros en 2012.

Un milliard, on pourrait dire que ce n'est pas beaucoup, sur les quelque 366 milliards du budget de l'État. Mais ce milliard s'ajoute aux plus de 30 milliards du budget de la Défense, près d'un dixième du budget total.

Des milliards d'euros, des

hommes, des chars, des avions, des navires, des armes, des munitions, mais pourquoi ? Il s'agit de montrer que la France prétend toujours être une grande puissance, qui peut imposer sa loi partout parce qu'elle a les moyens d'écraser sous les tirs

et les bombes des populations récalcitrantes.

Il y aurait évidemment mieux à faire de cet argent, en l'employant à construire des écoles, des hôpitaux, des transports, non seulement ici mais dans tous ces pays où, sous prétexte de pacifier,

on s'évertue à détruire. Mais ceux que l'on appelle les marchands de canons et autres fabricants d'équipements se frottent les mains. Bon an, mal an, ils ont une petite « opération » qui renouvelle leur marché.

V. G.

Vu du Mali

Les articles suivants sont extraits du bulletin Taballe du 15 janvier, édité par nos camarades de l'organisation trotskyste UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes-UICI).

Une armée plus apte à rançonner la population qu'à affronter les groupes armés islamistes

Lorsque, le 12 janvier, les groupes armés d'Ansar Al Dine sont arrivés devant la porte de la ville de Konna, située à 60 km de Mopti, l'armée régulière malienne a détalé sans livrer combat. Tous les soldats, à commencer par les officiers, ont fui comme des lapins, livrant la ville qu'ils contrôlaient jusque-là aux islamistes.

Cette débandade militaire n'a pas empêché le président Dioncouda Traoré de fanfaronner à la radio et à la télé en parlant de « mobilisation générale ». Une fois encore, les troupes maliennes se sont enfuies sans résister.

Cette armée est impitoyable lorsqu'il s'agit de réprimer la population désarmée, elle sait rançonner les petites gens, elle sait parader lors des cérémonies officielles, mais quand il s'agit



Un soldat malien contrôle la population d'une zone reconquise.

de se battre contre les islamistes, elle rentre tout de suite sous la jupe protectrice de l'armée de l'ancienne puissance coloniale.

L'état d'urgence à Bamako, c'est contre la population

Le président malien a décrété l'état d'urgence sur « l'ensemble du territoire », à compter du 11 janvier au soir. Il l'a annoncé pour une durée de dix jours, mais il est fort probable que ce soit pour une durée plus longue.

Cette mesure touche surtout la capitale, qui est pourtant située loin de la zone de combats. Alors, à quoi sert de décréter l'état d'urgence dans la capitale, si ce n'est pour bâillonner un peu plus la population ?

La vie quotidienne de la population est déjà difficile à cause de la cherté de la vie. La crise politique dans laquelle le pays est plongé depuis le coup d'État du capitaine Sanogo a aggravé cette situation. Et la guerre ne

fera qu'aggraver encore plus les conditions d'existence des petites gens. Les prix vont flamber, le chômage s'aggraver, la misère aussi. C'est pour empêcher toute expression de mécontentement populaire que le gouvernement a décrété l'état d'urgence.

Les seules qui vont s'en réjouir, ce sont les forces de l'ordre car c'est une aubaine pour elles de pouvoir rançonner encore plus les petites gens.

• **1^{er} janvier 1863**

Lincoln et l'émancipation des esclaves

« Toute personne esclave dans un État ou une partie déterminée d'un État dont les citoyens sont actuellement en rébellion contre les États-Unis, est dès maintenant, et pour toujours, déclarée libre. (...) Et, si elle est en bonne condition, elle sera acceptée au sein de l'armée des États-Unis ». C'est ainsi que, le 1^{er} janvier 1863, Abraham Lincoln, seizième président des États-Unis, annonça, en pleine guerre de Sécession, la fin de l'esclavage aux États-Unis.

Les motifs de la sécession Nord-Sud

Quand la guerre civile entre le Nord et le Sud des États-Unis avait commencé en avril 1861, à l'initiative des sudistes, peu après l'intronisation de Lincoln à la présidence, ce dernier avait fixé pour seul objectif le maintien de l'Union.

En dépit des pressions des milieux abolitionnistes, radicaux ou présents dans son parti, le Parti républicain, et de sa répugnance personnelle vis-à-vis de l'esclavage, Lincoln n'avait pas mis en avant cet objectif. Mais la question de l'esclavage, de son maintien ou de sa disparition, empoisonnait depuis toujours les relations entre le Nord du pays, plutôt industriel, et un Sud qui avait bâti sa prospérité sur le dos des esclaves noirs.

Depuis 1820, la vie politique avait été marquée par une série de compromis passés entre le Nord et le Sud, dont ce dernier était le principal bénéficiaire. Le Parti républicain de Lincoln, né en 1854, regroupait des politiciens venus de différents horizons qui voulaient en finir avec la politique du Parti démocrate lié aux planteurs esclavagistes.

Les États-Unis regroupaient deux réalités bien différentes. Le Nord était un État industriel, doté de riches régions agricoles, où New York dominait les circuits financiers. Le Sud, peu industrialisé, s'appuyait sur une économie de plantation reposant sur l'esclavage. Il produisait notamment du coton destiné aux filatures anglaises et aussi françaises. 350 000 planteurs y régnaient sur quatre millions d'esclaves. Tandis que la bourgeoisie industrielle du Nord avait besoin de tout le marché américain pour se développer, le Sud esclavagiste cherchait à étendre son système à d'autres États américains, au fur et à mesure que ceux-ci entraient dans l'Union.

La sécession sudiste cherchait l'alliance avec la Grande-Bretagne, son principal client. Elle était tentée de redevenir une semi-colonie de celle-ci, à rebours de la guerre

électorale fut pour eux le signal de la sécession et de la rupture avec l'État fédéral.

Mais, si Lincoln avait fini par porter les couleurs du Parti républicain, c'est qu'il était perçu dans son parti comme un modéré. Lors de son discours inaugural de président, il avait redit qu'il n'interviendrait ni directement ni indirectement pour abolir l'esclavage dans les

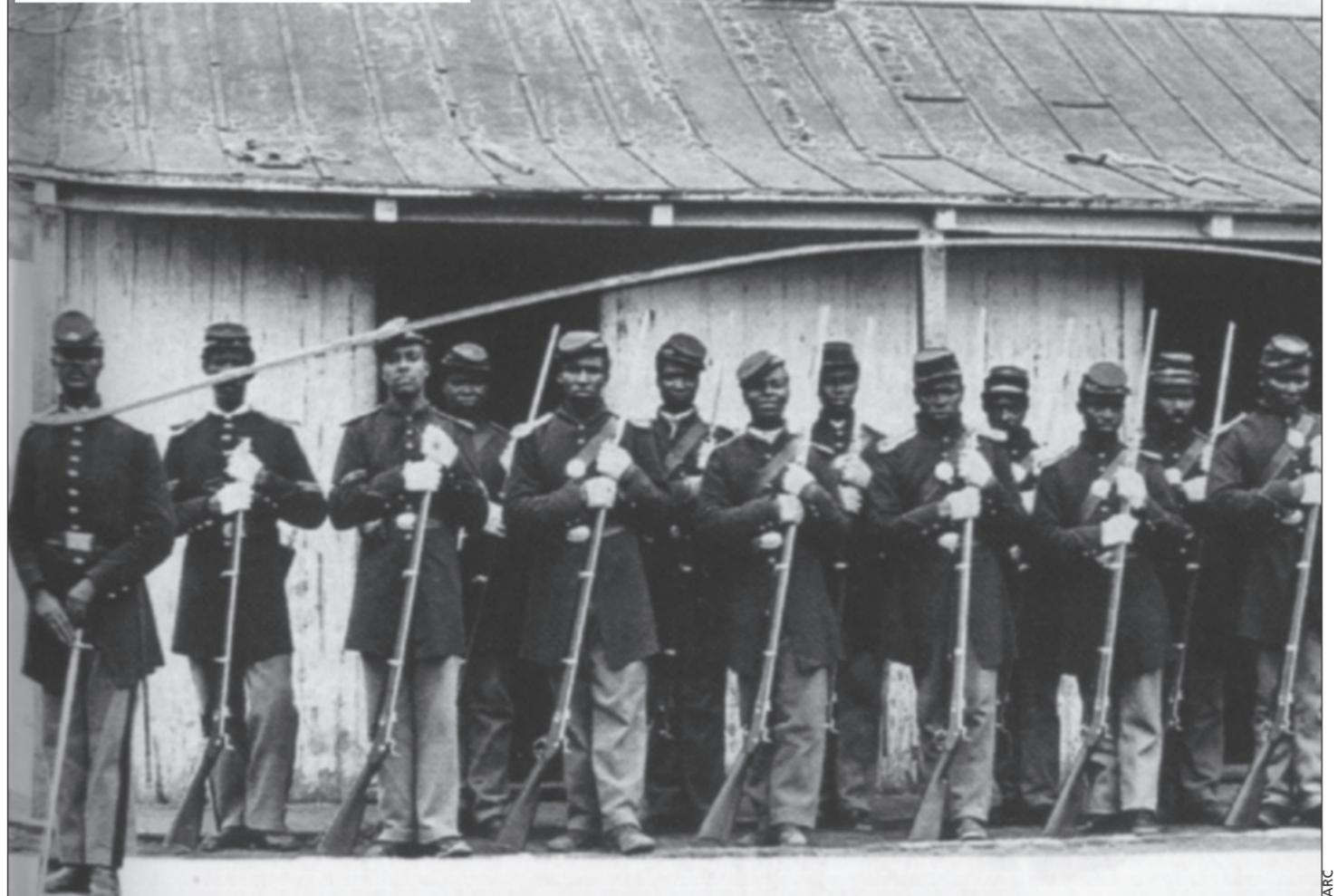
Un renfort décisif pour le Nord

Cette proclamation avait comme premier objectif de saper la résistance des sudistes. C'est pourquoi seuls les États esclavagistes de la Confédération sudiste étaient visés : Arkansas, Texas, Louisiane (avec des exceptions), Mississippi,

quelle serait la réaction des États esclavagistes restés dans l'Union. Non seulement, ils ne rejoignirent pas le camp sudiste, mais l'esclavage fut supprimé avant la fin de la guerre civile dans le Missouri, le Maryland, la Virginie-Occidentale, la Louisiane et le Tennessee.

L'abolition allait attacher pendant de longues années

Des soldats noirs mobilisés dans les États du nord.



Le Parti républicain et l'abolitionnisme

Si le Parti républicain était né en rupture avec les tentatives d'expansion des esclavagistes il n'était pas pour autant l'aile la plus radicale du courant abolitionniste. La tentative de John Brown en 1859 de s'emparer d'armes, pour aider à l'émancipation des esclaves noirs, s'était achevée par sa pendaison et elle était encore dans tous les esprits. « Il y a quelque chose de plus effrayant que Caïn tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus », avait alors commenté Victor Hugo.

Les politiciens démocrates, du Sud comme du Nord, avaient perdu l'élection présidentielle de 1860 parce qu'ils avaient présenté deux candidats concurrents contre Lincoln, et ils le dénonçaient comme un dangereux abolitionniste. Sa victoire

États où il existait. Un an et demi plus tard, il expliquait encore à un abolitionniste : « *Mon but suprême dans cette lutte est de sauver l'Union, ce n'est ni de sauver ni de détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans libérer un seul esclave, je le ferais; si je pouvais la sauver en libérant certains esclaves sans m'occuper des autres, je le ferais aussi.* »

En juin 1862, il était devenu clair que la guerre civile serait de longue haleine. C'est alors que Lincoln annonça à son entourage qu'il allait proclamer la fin de l'esclavage. On lui conseilla d'attendre une bataille gagnée par l'Union pour l'annoncer. Le 17 septembre 1862, les nordistes l'emportèrent à Antietam. Le 22 septembre, Lincoln fit une première déclaration sur la libération des esclaves des États sécessionnistes, réaffirmée le 1^{er} janvier 1863.

Alabama, Floride, Georgie, Caroline du Sud et du Nord et Virginie (sauf la Virginie-Occidentale ralliée au Nord). En revanche, Lincoln en dispensait les quatre États esclavagistes frontaliers de la Confédération sudiste, le Missouri, le Kentucky, le Maryland et le Delaware, qui n'avaient pas rejoint la Sécession.

La proclamation renforça la conviction de l'ensemble des combattants nordistes. Elle sapait les arrières des sudistes en faisant lever l'espoir de l'émancipation parmi tous les travailleurs noirs du Sud. Au fur et à mesure que les troupes du Nord l'envahirent, le nombre des Noirs émancipés allait grandir. Ils allaient fournir au Nord 200 000 combattants supplémentaires avec la mise sur pied d'unités de soldats noirs qui allaient vaincre les préjugés, y compris chez les nordistes, en montrant au combat une grande détermination.

En lançant sa proclamation, Lincoln s'était demandé

les Noirs américains au Parti républicain.

Le Nord remporta la victoire en 1865, au terme d'une guerre qui avait fait 600 000 morts, soit plus que toutes les guerres que les États-Unis ont engagées, de leur naissance à la guerre du Vietnam incluse. L'esclavage allait ainsi disparaître des États-Unis. Mais l'espoir des Noirs que l'abolition ouvrirait la voie à un développement égalitaire disparut en 1876, au terme d'une décennie marquée au sud par l'agitation des tenants de la « suprématie blanche », donnant naissance notamment à des groupes racistes comme le Ku Klux Klan. En 1896 se mit en place la ségrégation qui devait pourrir encore longtemps les relations entre Noirs et Blancs, jusqu'à ce qu'une nouvelle lutte des Noirs américains aboutisse, en 1963, à la reconnaissance de leurs droits civiques, un siècle après la proclamation d'Abraham Lincoln.

Jacques FONTENOY

• ArcelorMittal – Belgique

Des profits, des subventions, très peu d'impôt, ça ne leur suffit pas !

Après une manifestation à Bruxelles vendredi 25 janvier, 3 000 travailleurs d'ArcelorMittal se sont retrouvés à Namur mardi 29, au siège du gouvernement wallon, pour protester contre la fermeture par Mittal de sept des douze lignes de production dans les laminoirs à froid de Liège et la suppression de 1 300 emplois directs, sans compter ceux de la sous-traitance.

Les manifestants se sont heurtés à la police qui protégeait l'« Élysette », le bâtiment du gouvernement wallon. Les travailleurs expriment colère et méfiance envers les hommes politiques qu'ils accusent de passivité devant les décisions de la multinationale.

Le chantage de Mittal

L'annonce de la fermeture d'une partie de la production dans les laminoirs est d'autant plus choquante qu'en septembre 2012 ArcelorMittal n'avait pas hésité à recourir au chantage, faisant dépendre le maintien de la phase à froid de l'acceptation par les organisations syndicales de la fermeture du haut-fourneau de Liège et de la suppression de 768 emplois directs.

Comme à Florange et ailleurs, ArcelorMittal use avec cynisme du chantage et de promesses, mais n'est lié par rien d'autre que sa volonté de sauvegarder ses profits... comme tous les capitalistes.

Une vérité que les organisations syndicales comme les politiciens belges s'emploient à dissimuler en dénonçant, non pas la logique de l'enrichissement capitaliste, mais l'individu Lakshmi Mittal : « crapule », « menteur », « cow-boy », « margoulin »... À chacun, responsable politique

ou syndical, de prendre la pose et de trouver une expression originale.

« Hypocrites » est sans aucun doute la caractéristique qui leur convient le mieux. En 2006, les mêmes présentaient Mittal comme le sauveur de la sidérurgie wallonne ! Le ministre wallon de l'économie, le socialiste Jean-Claude Marcourt, chantait ses louanges dans un show à grand spectacle lors du redémarrage d'un des hauts-fourneaux de Seraing (Liège). Mais les actionnaires d'ArcelorMittal ont eu droit à bien plus que des feux d'artifices.

Pour la seule année 2012, des quotas de CO₂ pour 10,5 millions de tonnes (à six euros la tonne) ont été attribués gratuitement à la multinationale par le gouvernement wallon. Un quota de 3,5 millions de tonnes a été en particulier attribué aux deux haut-fourneaux de Seraing... fermés définitivement. Des quotas qu'elle peut revendre si elle ne les utilise pas.

Paradis fiscal pour capitalistes

ArcelorMittal a également profité au maximum des possibilités du paradis fiscal belge pour les capitalistes. ArcelorMittal Finance Belgium rapatriait en toute légalité les bénéfices des entreprises



Krasnyj-Karim Brickci - Nigassa

européennes, bénéfiques qui n'ont été taxés qu'à 1,4 % grâce à diverses astuces du régime fiscal belge, comme les fameux intérêts notionnels. Selon cette règle, les sociétés peuvent déduire de leurs bénéfices les intérêts de leurs emprunts. Celles qui se financent en interne peuvent déduire de leurs impôts jusqu'à 3 % de leur capital, soi-disant pour rétablir l'égalité fiscale.

Ces avantages fiscaux, dont bénéficient ArcelorMittal et de nombreuses multinationales, ainsi que de multiples aides publiques, ont été défendus par les ministres et députés, y compris socialistes, au nom du maintien de l'emploi !

Aujourd'hui, le ministre Marcourt fait mine de découvrir que : « cela fait des années que Mittal n'a pas investi dans l'outil ». En réalité, c'est en connaissance de cause

que le gouvernement comme les responsables syndicaux ont laissé l'argent public filer directement dans la poche des actionnaires, croyant ainsi amadouer les capitalistes.

Aujourd'hui, ces dirigeants syndicaux revendiquent la nationalisation d'ArcelorMittal, les politiciens eux-mêmes l'évoquent sous des formules techniques, telle que « portage public ». Et le gouvernement wallon, qui doit montrer qu'il fait quelque chose, va mettre un million d'euros pour mandater une banque d'affaires dans la recherche d'un repreneur, et pour de nouvelles études sur la sidérurgie... qui vont s'ajouter à toutes celles déjà réalisées. Dans le même temps le gouvernement impose de dures mesures d'austérité à la population...

Mais même s'il se trouvait d'autres capitalistes

pour prendre la place d'ArcelorMittal, qu'est-ce qui les empêcherait eux aussi d'empocher les cadeaux avant de partir, s'ils n'y trouvent plus assez de profit. La servilité du gouvernement et des organisations syndicales ne peut que les y inciter.

Par contre, les travailleurs des sites européens menacés par les décisions de la multinationale auraient la force de défendre leurs emplois et leurs salaires s'ils s'unissaient, s'il le faut en expropriant les entreprises que Mittal veut fermer, car il y a des besoins en acier.

Mais il est clair que les travailleurs ne peuvent attendre aucune aide des gouvernements et guère plus des directions syndicales.

Correspondant LO

• Une taxe « Tobin » européenne ?

De la poudre aux yeux

L'Union européenne vient d'autoriser onze pays membres, parmi lesquels la France et l'Allemagne, à lancer une taxe sur les transactions financières (TTF), une sorte d'ersatz de la taxe Tobin. L'accouchement est particulièrement difficile : cette autorisation survient après trente mois de tergiversations, et il va encore falloir un ou deux ans pour que la TTF entre en application dans les pays concernés, si elle prend corps.

Car les gouvernements de ces pays vont maintenant devoir s'entendre sur un projet détaillé. Ils semblent à peu près d'accord sur le taux (0,1 % sur les actions et les obligations, et 0,01 % sur les produits dérivés), ainsi que sur la « territorialité » : quel

que soit le lieu de la transaction, la taxe devrait s'appliquer dès lors que l'acheteur ou le vendeur est installé dans l'un des pays qui l'ont adoptée. Le sujet, et ce n'est pas le moindre, sur lequel ils risquent en revanche de se diviser est l'utilisation de la

somme récoltée, 10 à 30 milliards d'euros selon les estimations : les autorités de l'Union européenne voudraient en utiliser tout ou partie pour financer le budget européen, alors que chacun des États rivalise d'idées diverses et variées concernant l'emploi de ces quelques milliards !

Les dirigeants politiques des onze pays concernés font mine de croire que cette taxe va freiner la spéculation. La Commission européenne y voit « une étape historique » et Benoît Hamon, ministre

français de l'Économie dite « solidaire », annonce « une taxe qui commence à dessiner ce qu'est le monde post-Lehman Brothers ».

Le cas de la France, où une taxe similaire existe depuis août 2012, démontre le contraire. Elle avait été voulue par Sarkozy, pour redorer son blason en pleine campagne présidentielle, puis légèrement augmentée (passant de 0,1 à 0,2 %) par le gouvernement socialiste quelques mois après son arrivée au pouvoir. Résultat : une malheureuse somme

de 250 millions, au lieu de 460 millions escomptés, a été récoltée pour l'année 2012, selon le journal *Marianne*.

Quant à lutter contre la spéculation, cette taxe est sans effet. Comme le disait un investisseur au moment de son adoption, « à 0,2 % par action, cela n'aura pas de grands impacts sur les volumes traités. Lorsque nous investissons, nous visons en moyenne 10 % de gains ». Un franc-parler fort éloigné des boniments de nos dirigeants politiques.

Valérie FONTAINE

• Groupe Renault

De plus en plus nombreux en lutte contre l'accord de « compétitivité »

C'est une lutte importante que les travailleurs du groupe Renault ont engagée depuis plusieurs semaines. À Cléon, à Flins, à Sandouville, à Douai, au Mans, à Lardy, à Guyancourt, à la SOVAB Batilly, la mobilisation va croissant contre les attaques éhontées d'une direction riche à milliards, qui veut, malgré cette période de crise et de mévente, le devenir plus encore.

L'accord que Ghosn et consorts veulent leur imposer, via des simulacres de « négociations » hebdomadaires où les jeux sont faits à l'avance, a pour objectif une régression inédite des conditions de travail et de salaire des 39000 travailleurs de Renault, sans même parler, évidemment, des travailleurs intérimaires et de la sous-traitance qui perdraient leur emploi, et

des milliers de chômeurs supplémentaires mathématiquement entraînés par les 8260 suppressions d'emplois envisagées par la direction d'ici 2016.

Pour ceux qui resteraient, ce serait la mobilité obligatoire et quasiment pas indemnisée de site à site, jusqu'à 150 kilomètres, ce serait l'augmentation du temps de travail dans l'année – jusqu'à 21 jours –,

l'allongement de la durée quotidienne du travail, le raccourcissement des temps de pause, les attaques sur les salaires. Le taux des heures supplémentaires passerait de 25 à 10 % et, surtout, les salaires seraient bloqués, totalement en 2013 alors que les prix augmentent si vite, et partiellement en 2014 et 2015.

Cette attaque d'ampleur, dont la direction souhaite porter l'estocade à la mi-février en cherchant à faire signer son accord par des organisations syndicales, est une variante de ce que le Medef, soutenu par le gouvernement, cherche

à imposer à la classe ouvrière avec son accord récemment signé dit de « flexi-sécurité ».

En engageant la lutte contre leur direction, les travailleurs de Renault défendent les emplois et les conditions de travail dans leurs établissements. Comme les grévistes de PSA Aulnay, ils s'opposent aux patrons licenciés et aux fermetures d'usines. Leurs intérêts sont ceux de tous les salariés pour lesquels se dresser massivement contre les attaques du patronat, soutenu de fait par un gouvernement hypocrite, est la seule voie.

Correspondant LO

Soutien aux grévistes de PSA Aulnay

Pour soutenir financièrement les grévistes d'Aulnay, on peut le faire par un chèque libellé à l'ordre de Soutien aux salariés de l'automobile du 93 et envoyé à Soutien aux salariés de l'automobile du 93, 24, avenue Romain-Rolland, 93150 Le Blanc-Mesnil. On peut aussi faire un don en ligne sur le site : www.soutien-salaries-automobile-93.org

• Renault Sovab – Batilly (Meurthe-et-Moselle)

La compétitivité ne passe plus

À la Sovab, un premier débrayage le mercredi 23 janvier – appelé par la CGT, rejointe par Sud et la CFTC – avait dépassé toutes les espérances avec presque 600 grévistes sur 2 500 salariés tout compris. Mardi 29, le débrayage était encore plus nombreux, la production sérieusement diminuée. Et ce coup-ci FO et CFDT s'étaient joints au mouvement.

Si au début les travailleurs de l'usine de Batilly se sentaient peut-être un peu moins concernés par certaines mesures du « pacte de compétitivité » que Renault veut imposer, les choses sont en train de changer. En effet, la mobilité obligatoire entre établissements situés à une heure trente de trajet ne concerne pour l'instant pas le site de Batilly situé à 250 km du plus proche site Renault, celui de Maubeuge. Par ailleurs, il y a eu moins de chômage partiel que dans d'autres sites.

Mais comme partout, les conditions de travail se sont considérablement dégradées ces dernières années du fait des suppressions incessantes de postes au nom de la sacro-sainte performance.

Rien que l'an passé, quarante postes ont été supprimés au Montage. Et avec le compactage des ateliers en cours actuellement la dégradation s'accélère.

Toujours plus vite et avec moins de personnel, les postes de travail deviennent infernaux. Tout récemment des travailleurs ont refusé les nouveaux postes de travail

impossibles à tenir après compactage.

Et côté salaire, ce n'est pas mieux puisque les pertes sont équivalentes à deux mois de salaire par an du fait des primes d'intéressement qui sont devenues ridicules.

Plus de travail avec moins de revenu, l'annonce de Renault de ne pas donner d'augmentation de salaire cette année a été prise comme une provocation, comme celle des 8260 suppressions de postes sur le groupe, qui promettaient encore plus de charge de travail, ainsi que le chantage à la fermeture de deux sites.

Les travailleurs ont de plus été encouragés par l'exemple des autres usines du groupe Renault où la grève de plusieurs milliers de salariés a témoigné de leur refus total de tout « accord compétitivité ». Autant de raisons de montrer leur refus de continuer sur le chemin d'une régression sociale qui va s'accroissant.

Le débrayage du 23 était un début. Car tout le monde a bien conscience qu'une attaque en règle est en cours de la part du patronat.

Correspondant LO

Rencontre des travailleurs de Renault Cléon et de PSA Aulnay le 30 janvier à Cléon.



• À Cléon (Seine-Maritime)

La détermination se renforce

Le 30 janvier, ce sont les travailleurs de l'usine Renault de Cléon qui ont accueilli 150 travailleurs de PSA, venus les rencontrer comme ils l'avaient fait à l'usine de Flins la semaine précédente. D'autres travailleurs de la région étaient également venus à l'usine de Cléon, qui débrayait ce jour-là après une semaine de préparation et de mobilisation.

Le 23 janvier, suite à l'annonce par la direction du blocage des salaires, les syndicats CGT – et, pour cette journée, FO et CFDT – avaient appelé à des débrayages de deux heures minimum à l'usine Renault de Cléon.

Le blocage des salaires s'ajoutait à la mobilité obligatoire entre les sites, l'obligation de 150 heures de travail en plus par an, c'est-à-dire un mois de travail gratuit, à la suppression de 8200 emplois. Pour la majorité des travailleurs, la coupe était pleine. Sur l'ensemble de la journée, plus de mille travailleurs se sont donc mis en grève. Ce jour-là un salarié sur trois présents à l'usine était dans l'action, et plus d'un ouvrier sur deux.

Le matin, 500 travailleurs se sont retrouvés en manifestation et en assemblée générale et ont voté, à l'unanimité et dans l'enthousiasme général,

leur refus de ce que la direction de Renault veut imposer. Ils votaient également leur refus de voir un quelconque syndicat signer l'accord de régression proposé.

Après une manifestation en dehors de l'usine, où attendaient la presse et les télévisions, après un blocage de la nationale qui passe devant l'usine, une centaine de travailleurs se sont réunis pour discuter de la grève, des actions à mener, et surtout pour préparer la journée de grève déjà prévue pour le 30 janvier que beaucoup de travailleurs voulaient plus massive, plus déterminée, afin que la direction et, au-delà, le gouvernement sentent que la colère était bien présente.

Le 30 janvier, des piquets de grève se sont mis en place à chaque entrée de l'usine afin de pouvoir discuter avec tous les travailleurs. Les retraités

du syndicat CGT, participant eux aussi à l'organisation, prenaient en charge la logistique, les sandwiches, les boissons etc. Comme disait l'un d'eux, « Nous, les anciens, on s'occupe de tout ça. Les militants eux doivent passer la journée entière avec les grévistes à discuter, à s'organiser ».

Dans la matinée, un meeting devant l'usine était prévu où étaient invités des travailleurs de la région en lutte contre la fermeture de leurs entreprises, ou en butte à des suppressions d'emploi ou des licenciements. Mais c'est l'annonce de la venue des grévistes de PSA Aulnay qui a enthousiasmé les travailleurs. Les images vues à la télévision des grévistes d'Aulnay fraternisant avec ceux de Flins, cette fraternité dans la lutte entre ouvriers ont conforté tous ceux qui refusent de courber l'échine.

L'annonce des débrayages massifs, la veille, le mardi 29 janvier, sur les sites de Flins, de Douai, de Sandouville, du Mans a donné le moral à tous.

La journée s'annonçait comme une réussite.

Correspondant LO

• PSA – Aulnay-sous-Bois La grève continue

Du vendredi 18 janvier après-midi au vendredi 25, la direction de PSA a fermé l'usine d'Aulnay pour disperser les travailleurs et essayer d'affaiblir la grève. Mais le coup a complètement raté. Durant toute la semaine, les grévistes se sont réunis chaque jour à la Bourse du travail d'Aulnay. D'action réussie en action réussie, ils ont tenu bon et se sont renforcés.

Une grève active et déterminée

L'organisation des grévistes a fait des progrès. Ils ont pris toutes les décisions ensemble, en assemblées générales. Certains ont pris en charge les repas pour plus de deux cents personnes tous les jours. D'autres ont organisé le comptage des cartes de grève et chaque jour, le pointage des grévistes a été précis. Des groupes de travailleurs sont allés démarcher les mairies pour interpeller les élus et solliciter un soutien financier. Et surtout, les discussions communes sur les actions à mener ont renforcé les liens, la confiance mutuelle et la détermination de chacun. On se sent forcément plus fort quand on est aussi soudés.

La réussite de la visite à Renault Flins, avec l'accueil fraternel des ouvriers de l'usine, le mercredi 23, a été ressentie avec fierté et comme un moment fort. Elle a permis de montrer qu'il est possible de faire cause commune et de s'allier contre un patronat qui, d'une entreprise à l'autre, mène une même offensive. C'est aussi montrer la voie vers la lutte de plus grande envergure qui sera nécessaire pour mettre un coup d'arrêt aux attaques contre les travailleurs.

À chacune des collectes

qui ont été organisées aux péages d'autoroute, à la gare du Nord ou aux entreprises, les travailleurs d'Aulnay ont pu mesurer la popularité de leur grève. Une popularité que redoutent la direction et, au-delà, les patrons et le gouvernement.

La campagne d'insultes et de calomnies de la direction

De son côté, la direction de PSA n'a pas lésiné sur les moyens pour tenter d'intimider les grévistes. Ayant fermé l'usine, elle a fait appel en toute illégalité à des vigiles de sociétés extérieures pour en garder l'entrée, et elle a orchestré une campagne de calomnies relayée par une bonne partie de la presse, contre

les grévistes faussement accusés de dégradations à l'intérieur de l'usine.

Cela n'entamant pas la détermination des grévistes, la direction est montée d'un cran en faisant convoquer six militants de la grève à la Sûreté territoriale, à Bobigny. La direction tente de faire passer l'ensemble des grévistes pour des voyous, des casseurs, voire des terroristes tandis que le gouvernement se montre complice des licenciés.

La direction de PSA mise en échec par le redémarrage de la grève

Lundi 28 janvier, la direction a donc rouvert l'usine et tenté de faire reprendre le travail, après avoir fait pression tout le week-end sur les travailleurs pour qu'ils prennent leur poste. Elle avait disposé une centaine de vigiles aux portes et 200 cadres étaient venus d'autres usines, organisés en groupes d'intervention. Le tout visait à impressionner et à intimider ceux qui voulaient rejoindre la grève.

200 travailleurs se sont retrouvés devant les portes dès 6 heures du matin. En un rien

de temps, ils ont été rejoints par des nouveaux. L'usine de nouveau arrêtée, la production n'a pu être effectuée faute de bras, les cadres étant incapables de remplacer les grévistes.

Du coup, la direction est passée d'une campagne d'intimidation à une campagne de répression en annonçant des procédures de licenciement avec mise à pied conservatoire avec effet immédiat contre quatre des six militants convoqués par la Police. La direction veut s'en prendre à ces militants pour essayer de démoraliser les grévistes et intimider l'ensemble des salariés.

Mardi 29 janvier, la grève a été revotée. Une partie des intérimaires se sont mis en grève eux aussi, quand ils ont appris que la direction ne comptait pas les payer pour la semaine de chômage partiel, furieux de constater qu'elle ne voulait même pas les recevoir.

Ce jour-là, 250 grévistes sont partis manifester à Paris. Ils se sont retrouvés le matin devant le siège de PSA, avec les ex-salariés de PSA Melun licenciés il y a un an, et qui sont aujourd'hui à Pôle emploi. Une

réunion dite de négociation se tenait au siège en même temps. Denis Martin, n° 2 du groupe, a laissé voir que la décision de la justice, qui venait de donner tort à PSA, le contrariait particulièrement. En effet, une nouvelle fois, PSA est pris en faute. Après ses mensonges, la direction est accusée de n'avoir pas respecté la procédure pour son plan de licenciements et celui-ci est donc repoussé par la justice. Même si ce n'est qu'un recul provisoire, c'est un nouveau camouflet pour PSA.

Dans l'après-midi, les grévistes d'Aulnay ont participé aux différentes manifestations organisées par les travailleurs de Sanofi, Virgin, Goodyear, Candia, eux aussi menacés de licenciements.

La direction de PSA a échoué à briser la grève et celle-ci s'est renforcée. L'enjeu pour les grévistes est de convaincre, de gagner un nombre bien plus important de salariés à rejoindre la lutte tout en multipliant les actions à l'extérieur.

Malgré les coups de la direction, leur détermination reste intacte.

Correspondant LO



Assemblée dans l'usine le 29 janvier.

• Renault – Flins (Yvelines) La mobilisation grandit

La venue à l'usine de Flins, le 23 janvier, des ouvriers grévistes de PSA Aulnay, a enthousiasmé les travailleurs qui subissent les mêmes attaques venant de patrons différents mais animés par le même moteur, le profit maximum. Cette fois-ci encore la mobilisation a progressé.

Tous, direction, gouvernement, parfois médias, ont beau tenter de faire valoir la différence entre PSA et Renault, entre les « mauvais » qui ferment des usines et les « bons » qui suppriment des emplois en prétendant ne pas fermer de site, le discours laborieux et mensonger ne prend plus.

Le calendrier de Renault affichait une nouvelle

réunion avec les syndicats le 29 janvier, c'était donc le jour choisi par la CGT pour appeler, cette fois avec les autres organisations syndicales de l'usine, à un nouveau débrayage.

Ce fut un succès : environ 1 300 travailleurs ont débrayé sur toutes les équipes. Des assemblées générales ont réuni à chaque fois des centaines de travailleurs qui ont voté tous ensemble le rejet de l'accord de la direction et leur refus de voir des syndicats le signer. Le matin, plusieurs centaines d'entre eux ont manifesté près de l'usine sur la route menant à l'autoroute A13. Des feux de palettes ont rendu visible de loin leur détermination.

Correspondant LO

• Renault – Le Mans (Sarthe) Ghosn ton plan on n'en veut pas !

Mardi 29 janvier, à l'usine Renault du Mans, à l'appel de la CGT, plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé tout au long de la journée à partir de 7 h 30 le matin, contre le plan compétitivité de Renault.

Malgré la pluie et le vent, ils sont restés nombreux devant la porte de l'usine et le feu de palettes. Dans la matinée, ils sont partis en manifestation aux cris de « Ghosn, ton plan on n'en veut pas » jusqu'à un grand panneau du Conseil général vantant la subvention accordée à Renault pour la création d'une quarantaine

d'emplois : une provocation comparée aux 8 200 emplois que Renault veut supprimer !

Rapidement tronçonné, le panneau a été ramené à la porte de l'usine pour être recouvert, sous les applaudissements, d'affiches contre le plan compétitivité.

Au changement d'équipe, l'équipe d'après-midi a rejoint le débrayage.

Dans l'après-midi, le préfet de la Sarthe est venu en personne sur le piquet de grève pour éviter une manifestation chez un ministre dont la maison est à quelques

centaines de mètres de l'usine. Il a pu juger sur pièces ce que les travailleurs pensent de la compétitivité.

Pour cette journée, beaucoup voulaient frapper un grand coup et cela a été un succès : il y avait de nombreux travailleurs qui n'avaient pas participé aux débrayages précédents.

Le chantage à l'emploi de la direction, décrétant que la fermeture de sites serait inéluctable si un accord n'était pas signé, a eu une première réponse qu'il faudra amplifier.

Correspondant LO

• Potain – Moulins (Allier)

Un nouveau plan de licenciements

La direction du fabricant de grues Potain (groupe Manitowoc) a annoncé le 10 janvier un nouveau plan de licenciements. Il y en aurait 56 sur les deux usines de Moulins et de Charlieu (Loire), dont quatorze à Moulins. Il y aurait aussi 25 « mobilités », mais sur lesquelles la direction n'a donné aucune précision.

Ce nouveau plan arrive trois ans après une première vague de 525 licenciements et la fermeture d'une des trois usines du groupe, celle de La Clayette, en Saône-et-Loire. Cette fois, c'est le centre de formation des grutiers qui est fermé et transféré à Lyon.

La direction tente de justifier ce nouveau plan en expliquant « qu'il lui faut restaurer la compétitivité » et donc « faire un plan d'économies à l'échelle européenne de dix millions d'euros et une réorganisation des activités françaises ». Les postes supprimés seraient ce que la direction appelle des emplois indirects, concernant l'approvisionnement, la logistique, le magasin, comme si ces postes-là n'étaient pas aussi nécessaires que les autres pour que la production puisse se faire.

Pendant des années le groupe Potain a tourné à plein. C'était les 3x8, le travail le week-end, des dizaines et des dizaines d'intérimaires. Ce sont des milliards d'euros que

les actionnaires ont empochés. Mais maintenant que les commandes ont baissé, la direction veut faire payer la note aux travailleurs. Pendant toute l'année 2012, il y a eu plusieurs semaines de chômage technique. Des semaines de quatre, trois ou même deux jours de travail ont entraîné des baisses de salaire. Quand la production le nécessitait, des travailleurs de Charlieu sont venus à Moulins; à d'autres moments, ce sont des travailleurs de Moulins qui sont partis à Charlieu, alors qu'il y a 100 km entre les deux villes. C'était déjà la flexibilité à-tout-va.

Ces licenciements s'accompagnent d'une réorganisation du travail dans les ateliers. Même s'il y a moins de travail, la direction voudrait continuer à mettre la pression. Le PDG a expliqué qu'il fallait « offrir de l'oxygène aux usines de Moulins et Charlieu ». En fait, pour remplir les portefeuilles des actionnaires, il veut asphyxier les travailleurs. Pas d'accord!

Correspondant LO

• Famar – Orléans

Non à la flexibilité et aux baisses de salaire

Famar, sous-traitant de l'industrie pharmaceutique, produit des médicaments pour les grands laboratoires comme Pfizer, Novartis ou Johnson & Johnson. En ce début d'année, la plupart des 330 travailleurs de l'usine d'Orléans ont rejoint l'usine de La Source, située à dix kilomètres. Après une centaine de licenciements en deux ans, il restait dans celle-ci environ 500 travailleurs, parmi lesquels 100 à 150 précaires, intérimaires ou sous-traitants. Avec le regroupement des deux sites, l'usine de La Source va maintenant compter près de 800 travailleurs.

La direction en a profité pour remettre en question les accords collectifs, son but étant

d'imposer à tous une flexibilité accrue et une baisse des salaires. Contre ces attaques, plusieurs débrayages avaient eu lieu en 2012, dont un commun aux deux usines.

Le 9 janvier dernier, dans le secteur des Liquides, la direction a tenté d'expliquer que sa dernière « proposition » respectait plus la vie de famille que les horaires actuels. Elle veut mettre en place de nouveaux horaires pour tous les travailleurs en équipe (qui sont plus de 300) et, en fonction de ses besoins, elle veut imposer une heure de plus en début ou en fin d'équipe, de travailler de nuit, le samedi, ou les week-ends en douze heures.

Dans ce secteur, le 17 janvier,

130 travailleurs ont débrayé et se sont retrouvés en assemblée générale pour redire clairement à la direction qu'il n'était pas question d'accepter la flexibilité et les baisses de salaire qu'elle veut imposer.

Le 25 janvier, c'est l'annonce de 0% d'augmentation générale qui a entraîné un débrayage spontané. Trois assemblées générales ont réuni plus de 200 travailleurs de tous les secteurs, et la décision a été prise de faire grève la journée du 29 janvier. Le sentiment qui domine, c'est que, face aux attaques de tous côtés (salaires, conditions de travail, horaires...), pas question de laisser faire!

Correspondant LO

Lors de la grève de mars 2012.



• La Redoute Martinoire – Wattrelos (Nord)

La direction veut supprimer les derniers bus des mines

La direction de La Redoute a décidé de supprimer, fin juin 2013, les deux derniers bus qui transportent depuis les années soixante des travailleuses du bassin minier de la région de Douai-Lens vers la région lilloise, à une quarantaine de kilomètres. Ces bus de ramassage les prennent à des arrêts près de chez elles, mais le prétexte avancé est de faire l'économie des 260 000 euros qu'ils coûteraient dans ses frais généraux.

Alors qu'elles étaient plusieurs centaines en 1960, 29 salariées restent concernées par cette mesure, toutes des anciennes ayant entre 48 et 59 ans.

Les solutions que propose la direction sont bidon: elle propose une aide pour passer le permis. À plus de 50 ans et en six mois? Ou bien un prêt (remboursable) à taux réduit pour acheter une voiture. Mais avec quel argent, vu le montant des salaires?

Le covoiturage exigerait d'avoir des collègues habitant dans le même secteur. Quant aux transports en commun,

il faudrait pouvoir arriver jusqu'à la gare, si tôt le matin.

Les « filles des mines », comme on les appelle, ont compris tout de suite que La Redoute voulait profiter du fait qu'elles sont maintenant peu nombreuses pour les pousser à la démission, parce qu'elles ont de l'ancienneté et qu'elles lui coûtent plus cher. La direction a en effet une obsession unique: faire baisser les effectifs. La Redoute comptait il y a douze ans 6 300 personnes, qui maintenant ne sont plus que 2 660. Comme si ces travailleuses pouvaient se passer de leur salaire, même s'il est bas,

avec 1 200 euros toutes primes comprises.

Elles ont donc décidé de ne pas se laisser faire, malgré les pressions et les intimidations. Bloquant symboliquement les portes lundi 28 janvier devant la presse, les travailleuses arboraient des panneaux: « Plus de bus, plus de boulot ». Et mardi 29 janvier elles ont débrayé, entraînant une centaine de collègues, circulé dans les ramassages (prélèvement d'articles), et en assemblée générale chacun disait qu'il ne fallait pas laisser La Redoute faire son sale coup.

Bien sûr que La Redoute peut payer les bus: elle fait partie du groupe PPR qui appartient aux Pinault père et fils, 59^e fortune mondiale, 8,3 milliards d'euros déclarés. François Pinault vient de s'acheter une villa de 12,5 millions d'euros à Los Angeles,

ce qui représente le salaire de presque 700 smicards pendant un an.

Les travailleuses concernées, grâce à la solidarité qui

s'est exprimée, ont repris le moral et ont décidé de continuer à se mobiliser!

Correspondant LO

Capitalisme vert

Le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie envoie régulièrement par mail à tous ses agents une lettre d'information, *Le Fil info*.

Entre les plans de préservation de la loutre ou des zones humides, chacun, à condition d'être très attentif, peut juger des mesures de protection pour une espèce budgétivore: l'industriel français.

Sous prétexte de compétitivité et de sauvegarde de l'environnement, la filière photovoltaïque va toucher chaque année de 90 à

170 millions d'euros d'aides publiques et celle de l'éolien en mer 500 millions. Les industriels du ferroviaire seront aidés à hauteur de 40 millions pour la recherche et le développement. Les transporteurs pourront toucher des aides s'ils s'engagent avec la charte « objectif CO² », etc.

De niches fiscales en niches écologiques, l'État veille au nid bien douillet des chantres de la libre entreprise, dont le bec est toujours grand ouvert pour les deniers publics.

Correspondant LO

• LU – Cestas (Gironde) Débrayages pour les salaires **Les travailleurs en ont assez des miettes**

Depuis lundi 21 janvier, la quasi-totalité des travailleurs en production et en conditionnement de LU Cestas ont débrayé deux heures le matin et deux heures l'après-midi, suivant leur équipe. Ils se battent pour les salaires.

L'usine LU de Cestas, rachetée par le trust Kraft Foods, produit entre autres les biscuits Mikado, Petit écolier, Pépito, Granola. Il y a dans l'usine, avec les intérimaires, entre 500 et 600 travailleurs en 3 x 8 et le week-end, pour faire tourner les lignes de gâteaux 24 heures sur 24. Pas de répit pour produire des profits...

Fin 2012, après avoir vanté auprès des salariés la santé exceptionnelle des profits, la direction de Kraft Foods France a proposé une augmentation de salaire dérisoire de 1,1 %, soit 0,5 % en mars et 0,6 % en octobre. Ce 1,1 % ne couvre même pas l'augmentation réelle des prix ! On comprend que cette proposition soit ressentie comme une provocation par les travailleurs, qui exigent au moins 3,5 % de revalorisation des salaires. Ils contestent également la nouvelle grille de qualification, qui déqualifie les postes et réduit les possibilités d'évolution salariale. Et il s'ajoute à tout cela la volonté de faire payer aux employés une partie du forfait social, alors qu'il s'agit d'une contribution exclusivement patronale.

Depuis le 21 janvier, les débrayages sont donc massifs et touchent près de 100 % des ouvriers, tant à la production qu'au conditionnement. De

l'avis des anciens, c'est la plus grande mobilisation depuis douze ans. Ce mouvement a pris de court la direction, qui a tenté de diviser les travailleurs en proposant une réunion pendant les heures de débrayage : ils n'ont pas été dupes et la réunion a été annulée faute de participants. La direction a essayé aussi de casser les débrayages en faisant remplacer illégalement les grévistes par des intérimaires, dont certains n'avaient même pas signé de contrat de travail. Quoi qu'il en soit, la production n'est pas sortie tant les débrayages sont massifs.

Kraft Foods est un trust mondial dont les profits se chiffrent en milliards. Les dividendes versés aux actionnaires l'an dernier auraient permis de doubler le salaire annuel des 110 000 employés du groupe. Au lieu de cela, celui-ci a licencié un grand nombre d'intérimaires tout en augmentant les cadences. Il en est de même dans toutes les usines du groupe, qui elles aussi débrayent à leur tour pour les mêmes raisons. En paralysant tous ensemble la production des profits, les travailleurs ont les moyens de faire plier la direction.

Correspondant LO

• SNCF – RER – Ligne D **Déshumanisation des conditions de travail**

Depuis le mois d'octobre 2012, les cheminots des gares de la ligne D du RER sont mobilisés contre les suppressions de postes et le projet de réorganisation de ce que la SNCF appelle « l'humanisation des gares ».

À l'origine, il s'agissait d'assurer la présence d'agents de la SNCF dans les gares, du premier au dernier train. Le projet de la direction vise à réduire très fortement le personnel. Dans le même temps, elle veut mettre en place sur les lignes des équipes mobiles, qui interviendraient au cas par cas, en cas de problème. On voit bien le bénéfice pour la direction SNCF : du personnel polyvalent et mobile, qui devra être à la fois dans les gares et dans les trains. On ne voit pas du tout, en revanche, ce que peuvent y gagner les voyageurs

en matière de sécurité.

De plus, sous prétexte de financer son projet, la SNCF supprime des postes dans les petites gares et réduit les effectifs en extrême soirée. Cela signifie, pour les cheminots et pour les voyageurs, une dégradation de la sécurité au travail et au cours des trajets.

Les cheminots de la ligne D s'opposent à cette réorganisation en débrayant toutes les fins de mois depuis le mois d'octobre 2012. Ils seront de nouveau en grève le 1^{er} février 2013. Ils réclament le maintien des moyens actuels avec des maîtres-chiens, ce qui a au moins le mérite d'être dissuasif et de leur assurer une sécurité minimum. Ils demandent également des effectifs supplémentaires dans les gares où il n'y a qu'un seul agent. Cette revendication apparaît aujourd'hui d'autant plus

légitime que, le 9 janvier dernier, une cheminote a été violemment agressée en gare de Villeneuve-Triage, où elle travaillait seule.

L'émoi provoqué chez ses collègues n'est pas près de s'éteindre. D'autant moins d'ailleurs qu'au même moment la direction SNCF s'appête à déménager son siège de Paris vers Saint-Denis, dans l'ex-immeuble d'ArcelorMittal, et qu'elle s'inquiète publiquement des conditions de sécurité de ses 750 cadres supérieurs ! La création d'un tunnel privé est même envisagée, avec la mise en place d'une équipe de sécurité pour les protéger sur leur trajet entre la gare RER et le lieu de travail ! Si les cheminots comprennent cela comme une véritable provocation à leur endroit, la direction SNCF ne devra pas s'en étonner...

Correspondant LO



• La Poste – Montpellier (Hérault) **Pour la réintégration du facteur « trop » consciencieux**

Mercredi 23 janvier, plus d'une centaine de personnes étaient rassemblées à l'appel de la CGT au tribunal des prud'hommes de Montpellier pour soutenir Mohamed Yaqoubi, qui passait en conciliation au tribunal. Étaient présents des facteurs en grève et des usagers de Lavérune, où Mohamed fait sa tournée depuis une dizaine d'années.

Facteur depuis dix-huit ans en CDI au centre de distribution du courrier de Saint-Jean-de-Vedas (Hérault), Mohamed a été licencié le 24 octobre 2012 à sa prise de service, d'après la direction de La Poste pour « insubordination ». En réalité, Mohamed avait obligé la direction de La Poste à lui payer ses heures supplémentaires effectuées pour venir

à bout de sa tournée du village de Lavérune. Telle qu'elle était définie par la direction, sa tournée ne lui laissait le choix qu'entre délaissier les usagers en bout de course ou effectuer des heures supplémentaires qui ne seraient pas payées.

Cette situation est le cas de la plupart des facteurs actuellement. D'ailleurs, le CHSCT (comité d'hygiène et sécurité

conditions de travail) du centre de Saint-Jean-de-Vedas lui a donné raison : en juillet, la direction de La Poste a installé une pointeuse pour le décompte et le paiement des heures supplémentaires. Résultat : 140 heures supplémentaires ont été relevées en juillet et autant en août pour le centre de Saint-Jean-de-Vedas.

C'est la conséquence d'un manque d'effectif chronique, qui fait qu'environ une cinquantaine de tournées n'ont pas été assurées rien que cet été sur les quatre communes concernées.

Suite aux actions de la CGT

et de Mohamed, l'inspection du travail avait mis La Poste en demeure de payer les heures supplémentaires : aujourd'hui plusieurs facteurs du département de l'Hérault touchent quelques heures supplémentaires, à Saint-Jean-de-Vedas, mais aussi par exemple à Montpellier et Lunel.

Mohamed est très apprécié des usagers de sa tournée, et ils l'ont soutenu lors de rassemblements à Lavérune et à Saint-Jean-de-Vedas. Les usagers de Lavérune se sont organisés en comité de soutien pour que La Poste assure régulièrement toutes les tournées et annule

le licenciement de Mohamed. D'autres initiatives ont eu lieu pour le soutenir, comme par exemple le 11 janvier dernier, lors de la venue du PDG de La Poste à l'occasion des vœux à Nîmes (Gard), où des facteurs d'Arles, de Nîmes et de l'Hérault ont exigé de la direction l'annulation du licenciement et la réintégration de notre camarade.

La conciliation au tribunal des prud'hommes n'a rien donné, sa décision est prévue en septembre prochain.

La mobilisation continue.

Correspondant LO

• Égypte

Face à la révolte qui se poursuit,

Morsi décrète état d'urgence et couvre-feu

En quelques jours, depuis le 24 janvier, plus de 50 personnes ont été tuées en Égypte, essentiellement du fait de l'extrême brutalité de la police antiémeute. La plus grande partie d'entre elles ont été victimes des affrontements avec les forces de police de Port-Saïd, porte d'accès au canal de Suez. Port-Saïd s'est vu imposer par le président Morsi, pour une période de trente jours, l'état d'urgence et le couvre-feu, de même que d'autres villes ouvrières situées au bord du canal, Ismaïlia et Suez.

Le 25 janvier, jour anniversaire de la manifestation massive qui, en 2011, devait conduire au départ de Moubarak, des manifestations étaient organisées dans plusieurs villes. Les cortèges d'opposants au pouvoir de Morsi et à son parti, couverture politique des Frères musulmans, se sont affrontés aux forces de répression, parfois appuyées par des partisans du président, hommes de main de la confrérie, provoquant la mort de huit personnes et des centaines de blessés. Les manifestants reprochaient à Morsi de tourner le dos à leurs exigences. À Ismaïlia, le siège du parti des Frères musulmans a été incendié.

Le lendemain, au Caire, un tribunal annonçait la condamnation à mort de 21 jeunes supporters du club de football al-Masry, de Port-Saïd. Leur procès s'était ouvert en avril à la suite des violences mortelles qu'avaient subies, le 1^{er} février 2012, les supporters du club cairote al-Ahly après leur défaite à

Port-Saïd. À la fin du match, un véritable passage à tabac des supporters cairotes, à l'initiative de voyous d'extrême droite manipulés en sous-main par les partisans locaux de l'ancien régime, avait provoqué la mort de 77 personnes et fait 178 blessés. Le club des supporters cairotes d'al-Ahly – le club le plus titré d'Égypte – est connu pour rassembler des jeunes actifs dans les manifestations ayant entraîné le départ de Moubarak : les violences mortelles subies par les Cairotes étaient aux yeux de tous une agression revancharde des suppôts de l'ex-dictateur.

La sentence prononcée au tribunal du Caire a logiquement satisfait les familles des supporters d'al-Ahly tués un an plus tôt au stade de Port-Saïd. Les magistrats, dont beaucoup avaient montré leur opposition à Morsi il y a quelques mois lors de son coup de force pré-électoral, ont sans doute voulu faire une concession au camp des opposants à Moubarak devenus opposants à Morsi. Mais,



en sens contraire, les juges ont suscité la colère à Port-Saïd, des familles de condamnés attaquant la prison dans des manifestations qui ont entraîné la mort de 24 personnes.

La décision de décréter l'état d'urgence, loin de calmer les manifestants, a étendu la colère aux autres villes bordant le canal de Suez. Le 28 janvier dans la soirée, bravant le couvre-feu, des milliers de manifestants ont défilé dans ces villes, conspuant Morsi et les Frères musulmans. D'autres manifestations devaient y être organisées plusieurs jours d'affilée, protestant en particulier contre l'état d'urgence.

Morsi et ses partisans voudraient peut-être faire baisser la tension, alors que des élections législatives sont programmées en avril. C'est ainsi qu'il a mollement proposé aux dirigeants des partis de l'opposition une rencontre censée enrayer le « chaos », que ceux-ci ont immédiatement repoussée.

Mais si chaos il y a dans les villes d'Égypte, c'est d'abord parce que les aspirations de tous ceux qui, après le départ de Moubarak, ont souhaité pouvoir accéder à un peu plus de pain, de liberté et de justice sociale, sont toujours insatisfaites. Dans les quartiers populaires, dans les villes ouvrières,

la population toujours réduite aux salaires misérables, à l'accumulation de petits boulots, à toutes sortes de stratégies de survie, en rend maintenant responsables le nouveau pouvoir et les Frères musulmans. C'est aussi parce que, de plus en plus, leurs mouvements de protestation se heurtent aux balles de la police et de l'armée, quand ce n'est pas à des bandes de voyous inspirés par le pouvoir.

Rien d'étonnant à ce que, au sein de la jeunesse, beaucoup continuent de refuser cette nouvelle dictature, appuyée sur l'armée tout comme l'était celle de Moubarak.

Viviane LAFONT

• Grande-Bretagne

Cameron et l'Europe

Un pétard politicien

Depuis le temps qu'il s'en vantait par médias interposés, nul ne pouvait ignorer en Grande-Bretagne que le Premier ministre David Cameron allait faire un discours « historique » sur l'Europe. Le 23 janvier, après plusieurs reports et d'interminables spéculations, il a donc fini par faire le discours tant attendu.

Qu'a-t-il eu d'historique ? Nul ne le saura jamais. Sans doute les manchettes de la presse ont-elles retenu la promesse d'un référendum sur l'appartenance britannique à l'Union européenne. Mais ce serait pour... 2017, c'est-à-dire si et seulement si la coalition dirigée par Cameron parvient à se faire réélire aux élections de 2015 – ce qui est rien moins que certain.

Qui plus est, ce référendum devrait entériner le résultat d'une renégociation sur les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Cette renégociation porterait essentiellement sur la possibilité pour la Grande-Bretagne d'être exemptée de certaines directives, en particulier en matière

de droits sociaux et de réglementations financières. Or cela fait longtemps que le gouvernement britannique applique ces directives comme il l'entend, voire ne les applique pas, sans que cela provoque de conflit.

En réalité, les motivations de Cameron n'ont pas grand-chose à voir avec l'Europe. Comme souvent dans le passé, son Parti conservateur se trouve pris au piège de sa propre démagogie. Depuis plus de deux ans, ses ministres répondent au mécontentement suscité par leur politique d'austérité, et par la dégradation de la situation économique, en accusant la bureaucratie de Bruxelles de paralyser l'économie britannique et la crise de l'euro de l'affaiblir. À force, ils

ont fini par accréditer auprès d'une partie importante de leur électorat l'idée que sortir de l'Europe serait une façon de sortir de la crise.

Or il existe un parti – UKIP, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni – dont le programme se résume au seul slogan « Quittons l'UE ! » Dans le passé, ce parti a déjà raflé des votes protestataires issus de l'électorat conservateur. Et même si UKIP n'est pas un rival sérieux pour le parti de Cameron, nombre de députés conservateurs craignent qu'en divisant les voix de droite il n'entraîne leur défaite face aux travaillistes, dans un scrutin qui s'annonce serré en 2015. Du coup, ces députés se sont mis à réclamer à cor et à cri que Cameron se montre plus offensif vis-à-vis de l'Europe, pour couper l'herbe sous le pied à UKIP. Et ils ont constitué des fractions dites « eurosceptiques » à la Chambre des

communes, qui regroupent aujourd'hui plus d'un tiers des députés conservateurs, dont neuf ministres.

C'est évidemment pour calmer cette « rébellion » que Cameron a orchestré une mise en scène médiatique autour de ce discours prétendument historique, promesse de référendum incluse.

Mais bien peu de gens ont pu entendre ou ont eu la patience de lire ce discours. Et pourtant ce qu'il avait de remarquable, et qui n'a eu aucun écho dans les manchettes de la grande presse, a été un ton proeuropéen contrastant singulièrement avec le langage habituel de Cameron et de ses ministres.

En fait, il n'y a pas à s'en étonner. Les milieux d'affaires britanniques qui comptent ont pris catégoriquement position contre tout ce qui pourrait relâcher les liens de la Grande-Bretagne avec l'UE. Les deux

principaux organes officieux de ces milieux, l'hebdomadaire *The Economist* et le quotidien *Financial Times*, ont écrit éditoriaux après éditoriaux sur ce thème. *The Financial Times* a publié des lettres ouvertes de grands patrons de la finance, de la grande distribution et de l'industrie britanniques défendant la même idée. Cerise sur le gâteau, le département d'État américain est monté au créneau pour rappeler à la Grande-Bretagne qu'il y allait de l'intérêt général, et surtout de celui de la bourgeoisie américaine, qu'elle reste au sein de l'Europe.

Alors, quoi que puissent en dire les médias, le discours de Cameron n'aura été qu'un pétard démagogique de plus, lancé par un politicien de la bourgeoisie qui, comme tous ses semblables, fera en fin de compte ce que lui dicteront ses maîtres.

François ROULEAU